

*Une méthode participative pour la
formulation et le suivi des petits projets
d'investissement en milieu rural*

IDENTIFICATION PARTICIPATIVE DES PRIORITÉS LOCALES D'INVESTISSEMENT



*Une méthode participative pour la
formulation et le suivi des petits projets
d'investissement en milieu rural*

IDENTIFICATION PARTICIPATIVE DES PRIORITÉS LOCALES D'INVESTISSEMENT



Division du Centre d'investissement
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division du Centre d'investissement, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à Investment-Centre@fao.org

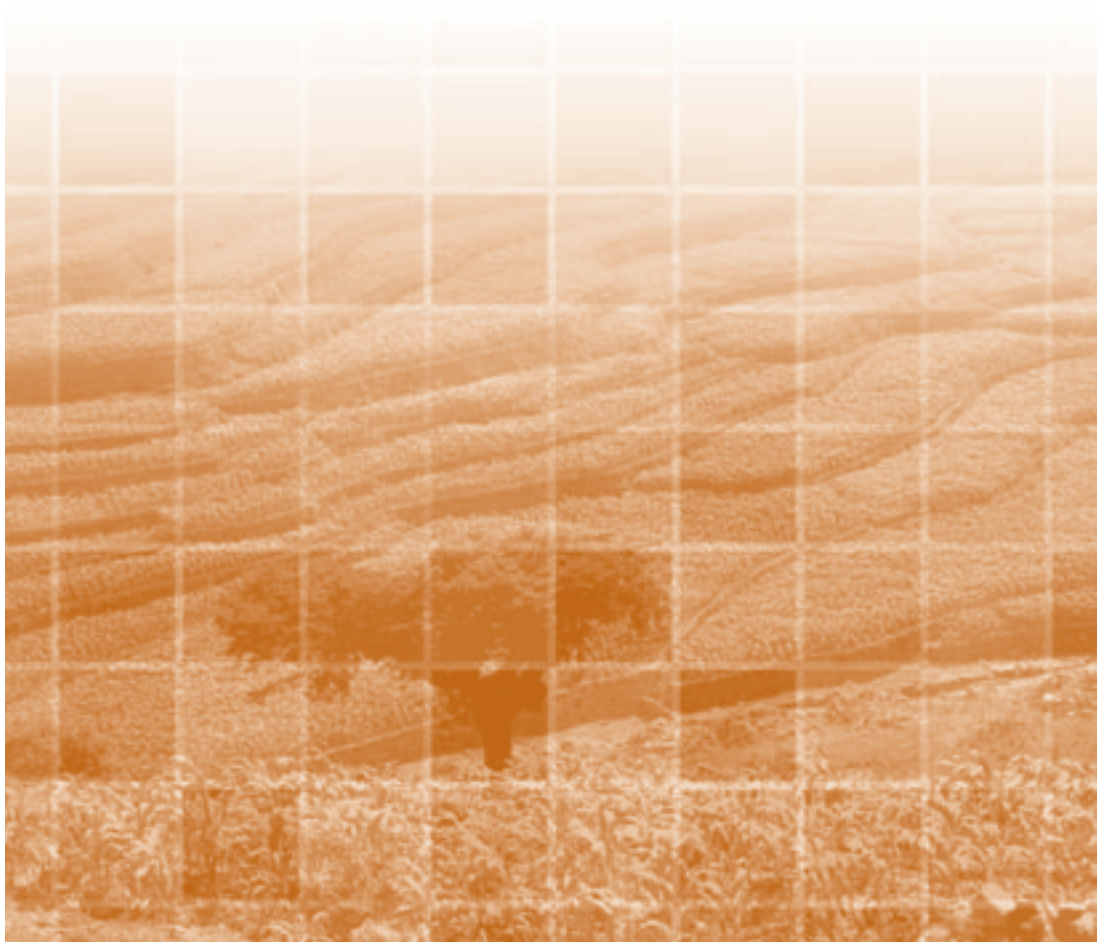
© FAO 2006

Table des matières

I. INTRODUCTION A RURALINVEST	2
A. Objet de RuralInvest	2
B. Spécificité des investissements ruraux	3
C. Type et dimension des projets adaptés à RuralInvest	4
D. Modules de RuralInvest	4
E. Utilisateurs de RuralInvest	7
<hr/>	
II. INTRODUCTION AU MODULE 1	10
A. Pourquoi une méthodologie participative?	11
B. Qu'est-ce qu'une analyse systémique?	11
C. A quoi doit-on faire attention au cours des analyses systémiques?	11
D. Qu'est-ce qu'une approche «genre»?	11
E. Comment établir des priorités parmi les investissements ruraux?	12
F. Organisation du module	12
<hr/>	
III. DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	16
A. Activités préparatoires	16
B. Atelier de diagnostic participatif	16
C. Analyse des résultats pour hiérarchiser les problèmes ou défis	18
<hr/>	
IV. PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL	22
A. Identification et sélection des actions prioritaires	22
B. Préparation du Plan de développement local	23
<hr/>	
ANNEXES - ÉLÉMENTS POUR LE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	
1. ÉLÉMENTS POUR L'ANALYSE DE LA POPULATION ET DE SES CARACTÉRISTIQUES	26
2. ÉLÉMENTS SUR LE TERRITOIRE, LES RESSOURCES NATURELLES ET L'ENVIRONNEMENT	31
3. ÉLÉMENTS SUR LES PRINCIPALES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	37
4. ÉLÉMENTS SUR LES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS LOCALES	45
5. ÉLÉMENTS SUR LES INFRASTRUCTURES SOCIALES ET PRODUCTIVES	48

Chapitre I

INTRODUCTION À RURALINVEST



I INTRODUCTION À RURALINVEST*

Le présent document fait partie d'un paquet technique comprenant des manuels, du matériel de formation et un logiciel, qui permettent une approche relativement simple et sûre des différentes phases (identification, formulation, exécution et évaluation) du cycle des petits projets d'investissement.

RuralInvest fut, à l'origine, conçu par le Centre d'investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) afin de mettre à la disposition des utilisateurs une méthode d'approche directe et pratique pour l'identification et la préparation des investissements plus petits que ceux qui sont habituellement considérés dans les guides méthodologiques déjà publiés¹.

La FAO, en collaboration avec l'Institution «*Regional Unit for Technical Assistance*» (RUTA) d'Amérique centrale, a ensuite traduit ses premières expériences en une méthodologie et un ensemble d'outils maintenant testés avec succès dans un certain nombre de pays. L'augmentation du nombre des utilisateurs a progressivement permis d'améliorer et d'étendre les différents éléments de RuralInvest, et de les traduire dans d'autres langues.

A. Objet de RuralInvest

De nombreux gouvernements ont, au cours des dernières décennies, commencé à encourager les communautés locales à assumer un rôle plus actif dans les décisions concernant leur propre développement. Ce processus, souvent appelé

«développement communautaire», a mis en jeu des mesures telles que: i) le transfert de ressources financières aux municipalités, ii) la décentralisation et la déconcentration des institutions publiques, et iii) la création de fonds locaux d'investissement (parfois connus sous le nom de «Fonds d'investissement ruraux pour répondre à la demande»). L'utilisation de ces approches par les gouvernements et les institutions financières internationales a donné aux intéressés la possibilité de participer effectivement à la préparation des projets et d'influer sur les décisions

contribuant au développement socio-économique de leur communauté, municipalité ou district.

Toutefois, la sélection des investissements au niveau local n'est pas sans difficulté. Il n'est pas toujours facile de déterminer quels investissements donneront les meilleurs résultats. Un pont pourrait avoir plus d'impact sur la communauté qu'un nouveau puits; une laiterie pourrait avoir plus d'intérêt qu'un système d'irrigation. Comment décider de l'investissement qui va être financé? Par ailleurs, tous les investissements ne sont pas durables. Un investissement qui, au départ, apparaît très utile pour la communauté peut s'avérer trop coûteux à faire fonctionner (un hôpital local, par exemple) ou peut entraîner la destruction de ressources naturelles qui ne seront pas facilement remplacées (dans le cas d'une scierie, par exemple).

Au fil des ans, la plupart des pays en développement ont créé une capacité nationale pour la formulation et l'analyse des propositions d'investissement, en mettant en place des petites équipes formées à l'étranger, au sein des ministères et des institutions responsables de la planification économique et sociale. Ce personnel, hautement qualifié, souvent assisté par des consultants spécialistes des institutions financières internationales, et utilisant les procédures internationales de formulation et d'évaluation, a surtout travaillé à la préparation de projets d'investissement de plusieurs millions de dollars EU. L'étude de faisabilité d'un nouveau barrage hydroélectrique, par exemple, peut prendre des années et nécessiter la préparation d'un rapport volumineux coûtant des centaines de milliers de dollars EU.

Toutefois, ce personnel a généralement peu d'expérience de l'analyse des projets de petite dimension, pour lesquels une étude longue et coûteuse n'est pas justifiée. De plus, même si ces experts adaptent leurs procédures à l'étude des petits projets, leur nombre est insuffisant pour assister les dizaines de projets décentralisés, le grand nombre de municipalités autonomes ou les centaines de groupes communautaires qui cherchent aujourd'hui à identifier et à formuler leurs propres projets. Une nouvelle approche, qui permettrait de formuler et d'approuver les petits projets en utilisant les ressources et les techniciens² locaux, est aujourd'hui nécessaire.

Trois types de procédures sont généralement possibles pour sélectionner et approuver les projets préparés au niveau local.

* Ce document a été préparé par le centre d'investissement de la FAO et l'unité multi-agence régionale pour l'assistance technique (RUTA) en Amérique Centrale. Les principaux auteurs de ce document sont Jorge Orbe (RUTA) et Dino Francescutti (centre d'investissement de la FAO). Cependant, le document tire bénéfice également des commentaires et d'importants conseils d'Aidan Gulliver, de Selim Mohor et d'Elen Lemaitre (centre d'investissement de la FAO) aussi bien que d'autre personnel de la FAO et de RUTA.

1. «Directives pour la préparation des projets d'investissement en agriculture», Publication technique N° 7, Centre d'investissement, FAO, Rome, 1992, constitue un bon exemple de manuel de méthodes et de procédures, conçu pour la préparation et l'évaluation de projets à grande échelle.

2. Afin de ne pas alourdir le texte, nous avons employé le terme «technicien» au masculin; il faut bien sûr lire «technicien ou technicienne».

1. Procédures standard d'acceptation et de rejet

La première possibilité est que l'institution de financement établisse ses propres normes d'acceptation et de rejet et qu'elle finance tous les projets répondant aux critères définis. Ces critères peuvent être par exemple:

- ▶ la signature de la majorité de la communauté ou du groupe demandeur;
- ▶ l'approbation du maire ou du conseil municipal;
- ▶ l'exclusion de certains types d'investissement (ainsi les projets qui pourraient endommager l'environnement ou ceux concernant des structures religieuses pourraient ne pas être approuvés);
- ▶ le rejet des projets dont les coûts d'investissement dépassent un certain seuil par personne (coût par bénéficiaire).

Cette possibilité offre aux communautés et aux groupes appuyés une grande autonomie dans le choix de leurs investissements; mais l'absence de tout mécanisme d'évaluation entraîne un risque important de financer des projets qui ne sont ni faisables, ni durables.

2. Modèle d'investissement standard pour chaque type de projet

Dans le second cas, une étude détaillée est conduite sur un grand nombre de «modèles types d'investissement», chacun représentant un type de proposition que l'on peut s'attendre à recevoir des communautés, des municipalités ou des groupes participants. Tous les porteurs de projet doivent ensuite utiliser ces modèles pour préparer leurs requêtes. Cette méthode présente l'avantage de conduire à des projets généralement bien préparés (car des experts peuvent intervenir dans la préparation de chaque projet type). Elle est en particulier appropriée pour les projets d'infrastructures qui peuvent être répliqués d'un lieu à l'autre (dispensaire, par exemple).

Toutefois, il n'est pas facile de changer la structure de projets types, ce qui entraîne le risque de financer des investissements non adaptés aux conditions locales (dans le cas d'un système d'irrigation, par exemple). Ces projets types ont aussi tendance à limiter le niveau d'implication et d'appropriation locales car ils sont préparés à l'avance et ne nécessitent qu'une participation limitée de la communauté locale. La nécessité de suivre une préparation standard et d'assurer une construction type tend aussi à favoriser l'utilisation de consultants professionnels plutôt que de personnel local, ce qui restreint encore la participation locale. Finalement, l'utilisation de modèles types exclut généralement les projets innovants. Aussi, cette approche est-

elle inappropriée pour le financement d'un grand nombre d'investissements ruraux.

3. Identification, préparation et analyse des projets au niveau local

La préparation et l'évaluation des projets au niveau local présentent des avantages importants comme par exemple: (a) la possibilité de répondre aux besoins locaux, aux priorités et aux circonstances; (b) le développement de la capacité locale, non seulement à formuler et à évaluer des projets d'investissement mais aussi à gérer leur processus au sens large; et (c) la création d'un réel engagement et d'une appropriation des propositions par les porteurs de projet, en raison de leur participation au processus de formulation.

Toutefois, cette approche nécessite certainement plus d'effort et est plus coûteuse que les autres, aussi bien pour la formation initiale des techniciens locaux que pour le travail ultérieur avec les porteurs de projet. Dans la plupart des cas, les techniciens locaux auront aussi besoin d'être aidés par des spécialistes (ingénieurs en irrigation, architectes, etc.) et d'être supervisés, afin de s'assurer de la qualité et de la pertinence des projets préparés. Un grand nombre de tentatives d'utilisation de cette approche se sont soldées par des échecs, en grande partie dus à l'incapacité du personnel local à maîtriser efficacement les outils complexes de la formulation, mis au point pour être utilisés pour des projets de plusieurs millions de dollars EU.

Afin d'éviter ces difficultés, les processus de conception et d'évaluation de projets doivent être mis à la portée des techniciens locaux et des communautés rurales. RuralInvest fournit des outils permettant d'atteindre cet objectif grâce à l'utilisation de modules distincts mais connectés entre eux, qui simplifient les tâches d'établissement des priorités, d'identification, de préparation détaillée et d'analyse des projets, et finalement de suivi et d'évaluation de leur mise en œuvre.

B. Spécificité des investissements ruraux

Les principaux facteurs à considérer lors de l'identification, de la formulation et de la sélection de projets d'investissement sont les mêmes pour le secteur rural que pour le secteur urbain. En fait, il est possible d'appliquer RuralInvest à tout type d'investissement rural ou urbain de petite ou moyenne dimension. Toutefois, RuralInvest prend en compte un certain nombre de caractéristiques qui ne sont importantes que pour le secteur rural:

- a) **La nature saisonnière de beaucoup d'activités rurales.** A l'inverse des investissements urbains, de nombreux projets ruraux doivent prendre en compte le fait que les disponibilités en

ressources (terre, travail, capital) varient au cours de l'année et les rapprocher des différents systèmes de production (activités de culture et d'élevage par exemple). De plus, les charges fixes doivent être étalées sur toute l'année, y compris durant les périodes sans activité productive;

- b) **La forte dépendance à l'égard des ressources naturelles.** La durabilité de l'environnement et des ressources naturelles est souvent un facteur critique de succès à long terme, à prendre en compte lors de l'évaluation des projets d'investissement ruraux;
- c) **La dispersion des activités humaines et économiques.** La dispersion des populations rurales limite leur accès aux infrastructures (routes, électricité) et aux services (écoles, dispensaires). Les sources d'approvisionnement en intrants, les marchés et les autres éléments qui constituent l'environnement de la production sont également dispersés. Ainsi, une attention particulière doit être portée à des aspects tels que la disponibilité en intrants et les coûts de distribution des produits finis..

C. Type et dimension des projets adaptés à RuralInvest

RuralInvest distingue deux grands types de projets d'investissement: ceux qui sont destinés à générer des revenus, c'est-à-dire des profits, et ceux dont l'objectif principal n'est pas lié aux profits.

La catégorie **des projets générateurs de revenus** recouvre un grand nombre d'activités diverses: production agricole, aquaculture, commerce rural, irrigation, agroindustrie, artisanat, tourisme, transport, fabrication d'équipements simples et de pièces détachées, services liés à la commercialisation. En fait, un projet peut nécessiter des investissements dans plus d'une de ces activités; un même investissement mettra fréquemment en jeu plusieurs types d'activités productives (production de différentes cultures découlant d'un investissement en irrigation, par exemple).

La catégorie **des projets ne générant pas de revenus** recouvre aussi une vaste gamme d'activités qui peuvent être subdivisées en trois sous-groupes:

- ▶ *Support à la production:* comprenant les routes d'accès et les ponts, l'électrification et les communications, ainsi que les infrastructures principales d'irrigation;
- ▶ *Projets sociaux:* services de santé et d'éducation, fourniture d'eau potable et évacuation des eaux usées, et assistance à l'organisation des communautés;
- ▶ *Projets environnementaux:* protection des pentes et des bassins versants, reforestation et conservation des sols.

Il est important de noter que **les projets qui ne génèrent pas de revenu peuvent souvent prévoir des redevances ou des charges à payer par les usagers afin de couvrir une partie des frais de fonctionnement.** Toutefois, à l'inverse des projets générant des revenus, ces recettes ne justifient jamais les projets, elles contribuent simplement à leur durabilité.

Bien que la méthode participative présentée dans l'approche RuralInvest soit particulièrement appropriée pour les groupes et les communautés, aucune raison ne s'oppose à ce qu'elle puisse être utilisée pour des individus ou des familles. Toutefois, lorsque la méthodologie est utilisée pour des projets individuels, il n'est généralement pas nécessaire de réaliser l'identification détaillée des besoins et la définition des priorités, qui sont l'objet principal du premier module de RuralInvest.

La préparation des deux types de projets – ceux qui génèrent et ceux qui ne génèrent pas de revenus - commence par un avant-projet. Les micros investissements (projets très simples avec un investissement inférieur à 5 000 dollars EU) peuvent souvent ne pas nécessiter de préparation complémentaire, car leur financement peut être décidé à partir d'un avant-projet de quatre pages.

Inversement, au-dessus d'un montant d'environ 250 000 dollars EU limite dépendant à la fois de la complexité du projet, il peut être judicieux de faire appel à une équipe spécialisée de formulation de projet, et l'utilisation de RuralInvest peut dans ce cas devenir inutile. Ce point est particulièrement important car RuralInvest est avant tout destiné à être utilisé par une équipe technique standard, tandis qu'au-delà d'un certain montant d'investissement, il est utile de faire appel à des spécialistes de différentes disciplines.

RuralInvest doit donc être utilisé pour des projets de petite ou de moyenne dimension, à partir d'un montant approximatif de 5 000 dollars EU et n'excédant généralement pas 250 000 dollars EU, pour un projet relativement simple.

D. Modules de RuralInvest

Comme nous l'avons expliqué précédemment, RuralInvest comprend une série de phases ou modules. Les principaux éléments de chaque module sont décrits ci-dessous.

Module 1 – Identification participative des priorités locales d'investissement

Le premier module (ou phase) de RuralInvest met particulièrement l'accent sur la communauté et sur sa participation à l'élaboration d'un plan de développement local qui servira de base à la préparation des projets d'investissement

spécifiques. Les communautés et groupes qui sont déjà familiers avec ce type de processus, ou les promoteurs individuels qui ont généralement une meilleure connaissance de leurs priorités, peuvent souhaiter passer directement à la phase suivante correspondant à la préparation des avant-projets.

La méthodologie RurallInvest inclut des directives détaillées destinées à faciliter la réalisation des tâches suivantes:

- a) Description de la situation actuelle du groupe ou de la communauté, en prenant en compte un certain nombre de critères physiques (localisation de la communauté, disponibilité en terre et en eau, types de sols, présence de pentes, etc.), environnementaux (présence de forêts, de ressources halieutiques, distribution de la pluviométrie, etc.), socio-économiques et culturels (présence de marchés, situation de l'épargne chez les membres de la communauté, migration, solidarité du groupe, etc.);
- b) Analyse participative de la situation actuelle pour arriver à un consensus sur les principaux problèmes de la communauté ou du groupe cible et sur ses besoins prioritaires;
- c) Préparation d'un plan local de développement qui définisse les actions prioritaires pour répondre aux besoins des participants;
- d) Identification d'un ou plusieurs investissements importants qui contribueraient à réaliser ce plan de développement.

Dans le cas d'un projet destiné à une communauté, la première phase nécessite toujours l'assistance d'une personne de la communauté ou d'un technicien rural formé à l'utilisation de RurallInvest et maîtrisant la planification participative. Le technicien aidera et guidera la communauté dans l'utilisation des outils et des directives fournies par RurallInvest. Il serait préférable qu'il réside dans la zone ou qu'il y ait déjà travaillé afin de connaître la communauté; toutefois, dans de nombreux cas, c'est l'institution d'appui qui désignera les techniciens pour répondre à une demande spécifique de la communauté.

Lorsqu'il n'y a pas eu de contact précédent entre le technicien et les promoteurs de projets³ et qu'aucun plan local de développement, ou son équivalent, n'a été préparé, la phase de diagnostic et d'identification peut nécessiter que le technicien entreprenne une série de visites sur une période de trois à quatre mois; la durée de ces visites dépendra du degré d'organisation du groupe, de la complexité des contraintes, des opportunités rencontrées et de l'accessibilité de la communauté.

Le processus sera beaucoup plus rapide lorsque la communauté aura déjà eu l'occasion d'identifier

ses besoins et ses priorités; dans ce cas, cette phase peut être réalisée en quelques visites.

Au cours de cette première phase, la participation de personnel technique spécialisé n'est généralement pas nécessaire car l'identification des priorités et le plan de développement qui en découle doivent, dans une large mesure, résulter du travail de la communauté elle-même.

Module 2 – Préparation et analyse des avant-projets d'investissement

L'objet principal du Module 2 est la préparation d'un avant-projet pour chaque proposition d'investissement prioritaire. Ces avant-projets doivent fournir suffisamment d'informations sur les investissements pour permettre, aussi bien aux porteurs de projets qu'à d'éventuelles sources de financement, de déterminer quels sont les principaux aspects qui méritent des efforts et des ressources complémentaires et qui doivent donc faire l'objet d'une préparation de projet plus détaillée.

La plupart des promoteurs individuels chercheront à court-circuiter le diagnostic préliminaire et la planification des activités, qui sont souvent de peu d'intérêt pour ceux qui ont une idée claire de l'investissement qu'ils souhaitent réaliser. Les communautés qui ont déjà élaboré un plan de développement communautaire peuvent souhaiter passer directement à la préparation d'avant-projets, dans la mesure où il existe déjà un large consensus sur les priorités et les besoins en développement de la communauté.

Très peu de porteurs de projets (pour autant qu'il y en ait) seront autorisés à passer directement au Module 3 de RurallInvest (formulation et évaluation ex-ante des projets) car les ressources nécessaires à la préparation détaillée d'un projet ne peuvent être justifiées sans qu'un avant-projet n'ait déjà été approuvé. De plus, les avant-projets fournissent une grande quantité d'informations qui peuvent être reprises directement dans les documents de projets détaillés; ainsi peu de travail de préparation de ces avant-projets est perdu.

A la différence du Module 1, le technicien local de terrain peut avoir besoin d'être assisté par un spécialiste durant la préparation de l'avant-projet. Lorsque la préparation du projet met en jeu une discipline peu connue localement (production d'électricité solaire pour l'éclairage, par exemple), un spécialiste peut être nécessaire pour fournir des paramètres clés concernant le coût et les performances des technologies existantes, dans le but d'éviter un travail important sur une proposition qui, dès le départ, se révélerait clairement irréalisable techniquement.

3. Afin de ne pas alourdir le texte, nous avons employé le terme «promoteur» au masculin; ces promoteurs ou porteurs de projets peuvent bien sûr être des hommes ou des femmes.

Module 3 – Formulation et évaluation ex-ante des projets

Le Module 3 de RurallInvest consiste à préparer une proposition de projet plus détaillée à partir de l'avant-projet du Module 2. Au cours de cette phase, un technicien régional formé à l'utilisation du Logiciel RurallInvest pour l'analyse et la formulation de projets peut appuyer les porteurs de projets et le technicien local (facilitateur de la communauté, vulgarisateur, etc.). Le technicien local peut également assumer cette fonction. Toutefois, les deux rôles sont généralement suffisamment différents pour qu'il soit nécessaire de séparer les responsabilités.

Selon la valeur et la complexité de l'investissement, une assistance technique extérieure peut être nécessaire au cours des différents stades de préparation du projet. Cette assistance extérieure peut être nécessaire dans des disciplines telles que l'analyse de l'impact environnemental, la conception de systèmes d'irrigation, la transformation des aliments, etc. Toutefois, cette assistance est généralement de courte durée, de quelques jours à une semaine, selon l'importance de l'investissement proposé.

Le niveau de détail de la formulation et de l'évaluation ex-ante dépendra de la complexité et de l'étendue du projet. Le technicien régional assistera les promoteurs et le technicien local dans une ou plusieurs des tâches suivantes:

- ▶ Détermination de la demande et des bénéfices attendus;
- ▶ Évaluation de la faisabilité des propositions techniques et dimensionnement du projet;
- ▶ Évaluation de la durabilité du projet, en termes financiers et environnementaux;
- ▶ Évaluation détaillée des dépenses d'investissement et de fonctionnement;
- ▶ Description de la structure appropriée de gestion et d'administration du projet;
- ▶ Estimation du coût du projet et des sources de financement.

Le processus de formulation et d'évaluation ex-ante, nécessitant l'utilisation d'un ordinateur, n'est généralement pas mené sur le terrain. Pour cette raison, il est essentiel que le contact soit maintenu entre le technicien responsable de la formulation et les promoteurs du projet, afin de s'assurer que les propositions reflètent bien les besoins exprimés. De plus, il peut arriver que la formulation détaillée montre que les promoteurs doivent reconsidérer certains aspects de l'investissement tel qu'initialement prévu (du fait de la compétition pour le travail à des périodes clés de l'année ou de coûts d'entretien élevés par exemple).

Selon son degré de complexité, l'évaluation détaillée d'un projet nécessitera de trois à six semaines de

travail ainsi que plusieurs visites sur le terrain du technicien travaillant avec le logiciel informatique.

Module 4 – Suivi et évaluation ex-post des projets

RurallInvest a été adopté par de nombreuses institutions et agences internationales pour aider à préparer et à financer des centaines d'investissements ruraux. L'identification et la préparation de ces investissements sont souvent menées en parallèle dans un grand nombre de bureaux locaux, dispersés dans la zone couverte. Dans ces circonstances, le suivi et l'évaluation ex-post des projets financés peuvent devenir des tâches difficiles.

Aussi, au moment de la publication du présent manuel, la préparation du Module 4 est-elle déjà en cours. Ce module offrira aux institutions de financement ou aux projets de développement utilisateurs de RurallInvest la possibilité de regrouper facilement et d'évaluer les projets d'investissement préparés et exécutés sur le terrain. Toutes les propositions détaillées pourront être facilement transférées de l'ordinateur où elles ont été créées pour être compilées automatiquement en un seul document au siège du projet ou de l'institution intéressée. Ce module fournira deux types d'assistance en suivi et évaluation:

Suivi du portefeuille de projets

Il sera possible de préparer des tableaux de synthèse en regroupant les projets en fonction de l'un ou de l'autre des principaux indicateurs (par exemple par type d'investissement, par lieu, par type de bénéficiaire, en fonction du montant des investissements, de la création d'emplois...). Par exemple, en sélectionnant l'indicateur «groupe de bénéficiaires» (sous-catégorie: femmes) et l'indicateur «commercialisation», on pourra identifier tous les projets de commercialisation ayant les femmes comme principaux bénéficiaires.

Evaluation des performances de chaque projet

Les avant-projets et les projets préparés en utilisant RurallInvest peuvent également être classés selon leur stade d'avancement dans le cycle de projet:

- ▶ Proposition
- ▶ Approuvé
- ▶ Investissement
- ▶ Opérationnel

En actualisant les données correspondant à chaque projet lors de son passage d'un stade à l'autre, il est possible d'évaluer l'impact du projet en le comparant aux prévisions initiales. Par exemple, si l'on saisit des données sur les rendements réalisés, les quantités vendues et le prix de vente des produits, pour un projet en

cours, on peut recalculer automatiquement les revenus, la création d'emplois et autres mesures de performance, et les comparer facilement avec les prévisions initiales.

E. Utilisateurs de RuralInvest

RuralInvest peut être utilisé par n'importe quel groupe, organisation ou individu qui souhaite préparer une proposition d'investissement en tenant compte de tous les éléments clés de l'identification, de la formulation et de l'évaluation d'un projet. Toutefois, pour valoriser au mieux les différents outils de RuralInvest, il est nécessaire:

(a) d'avoir suivi une formation à la méthodologie et aux outils de RuralInvest; et (b) de se situer dans un contexte où les porteurs de projets potentiels ont accès à des financements. L'expérience a montré que RuralInvest se révèle le plus utile dans les contextes suivants:

- ▶ Un fonds de développement agricole ou rural géré par un projet de développement régional, par un ministère, ou même par une ONG;
- ▶ Un fonds d'investissement rural répondant à la demande ou un fonds de développement communautaire, tel ceux promus par la Banque mondiale et par d'autres institutions internationales;
- ▶ Un programme de protection de l'environnement et de la biodiversité ou un programme destiné à réduire l'impact des catastrophes naturelles, tel ceux assistés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et autres institutions.

RuralInvest est également utile:

- ▶ Comme outil pour l'analyse et l'évaluation de demandes de prêts, soumises à banques privées et parapubliques qui conduisent de nombreuses opérations dans le secteur rural;

- ▶ Pour l'évaluation a posteriori, par les banques et les institutions internationales, de l'impact et de la rentabilité des investissements réalisés en milieu rural.

Il n'est pas nécessaire que les techniciens locaux soient experts en analyse économique et financière; toutefois, les techniciens locaux et régionaux occupant des postes clés devront avoir au moins les qualifications suivantes.

Technicien local ou facilitateur de la communauté:

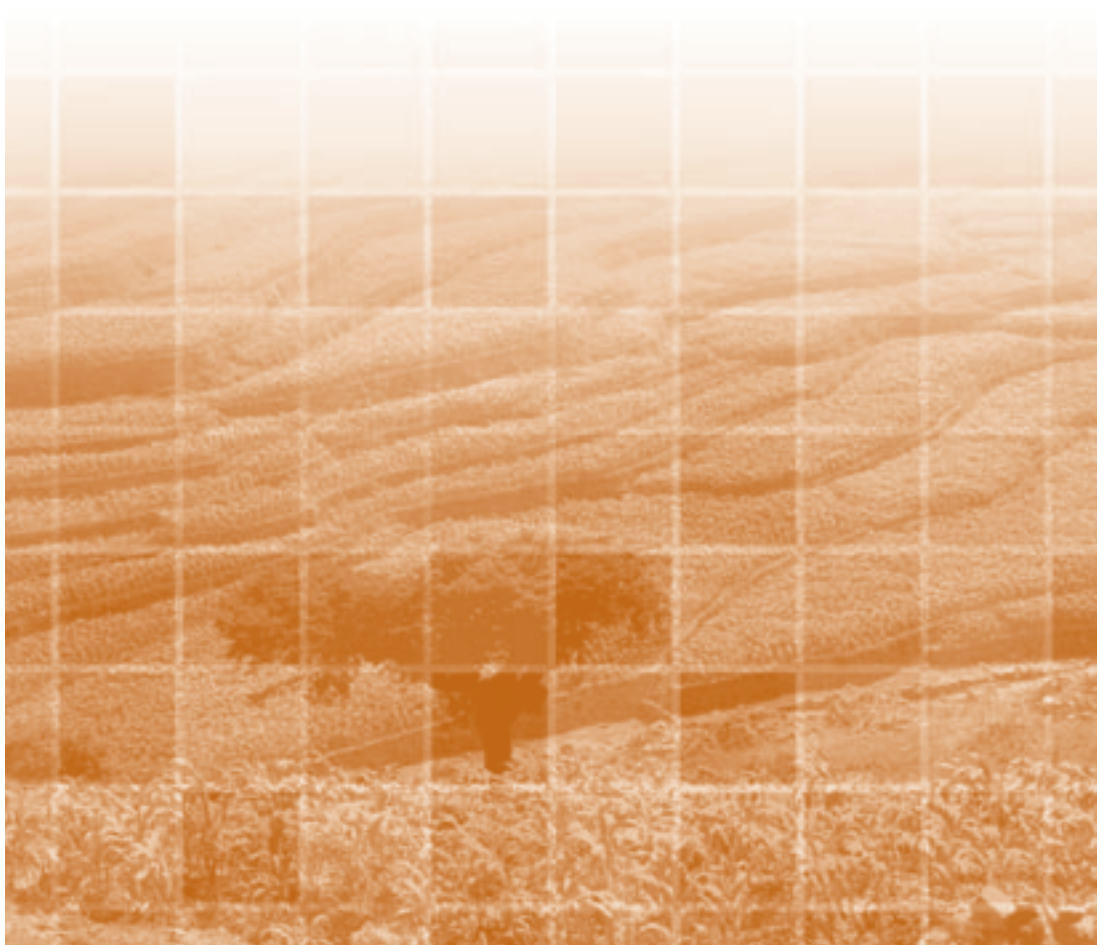
- ▶ expérience de l'organisation ou de l'animation de communautés rurales ou de groupes de producteurs;
- ▶ connaissance de base du concept de projet;
- ▶ capacité à communiquer avec des groupes ruraux ou des individus;
- ▶ expérience d'une ou de plusieurs productions agricoles, des infrastructures rurales et des petites entreprises.

Technicien régional ou d'assistance:


- ▶ qualification professionnelle en: agronomie, économie, administration, travaux publics ou autres professions semblables;
- ▶ connaissance de base des systèmes de production ruraux (agriculture, élevage, agro-industrie, etc.);
- ▶ expérience préalable dans l'utilisation des ordinateurs et de MS Window
- ▶ connaissance des concepts de base de l'analyse financière (dépenses, recettes, taux d'intérêt, inflation, coûts de production, etc.);
- ▶ participation à la première formation destinée aux techniciens de terrain.

Chapitre II

INTRODUCTION AU MODULE 1



II INTRODUCTION AU MODULE 1



La pauvreté rurale atteint des proportions inquiétantes en Asie du Sud, en Afrique et en Amérique Latine. Il existe aujourd'hui dans ces régions³ plus de pauvres ruraux qu'il y a dix ans. Les politiques de développement rural mises en œuvre dans les trente dernières années n'ont pas été aussi efficaces qu'escompté, et nous devons, si nous souhaitons atteindre de meilleurs résultats, modifier les politiques, les stratégies et les méthodes de travail.

RuralInvest propose une nouvelle approche qui se caractérise par les aspects suivants:

- a) Elle répond aux défis des processus de décentralisation et de déconcentration et aux exigences techniques des processus de développement local.
- b) Elle prend en compte l'ensemble des dimensions du milieu rural et pas seulement le développement agricole. Elle facilite la définition de stratégies complémentaires sur les activités agricoles et non agricoles, la pluriactivité, la migration...
- c) Elle considère la compétitivité des économies rurales comme un phénomène systémique, c'est-à-dire non comme la spécificité d'unités productives individuelles et isolées mais comme un résultat dépendant des caractéristiques de l'environnement rural dans son ensemble (voies d'accès, communications, électricité, capital humain, qualité de l'environnement, etc.).
- d) Elle adopte une «perspective territoriale du développement rural», qui vise à promouvoir un processus de transformation des conditions de production et des institutions rurales, ce afin de réduire la pauvreté et de stimuler une croissance économique répondant aux attentes des populations locales.
- e) Elle facilite la participation: elle permet à la population locale de s'approprier les actions de planification et de gestion territoriale; elle inclut et renforce une culture participative dans le système de prise de décision; elle accroît la capacité d'autogestion des communautés. Elle contribue, enfin, à institutionnaliser la programmation, le suivi, l'évaluation et la capitalisation des expériences, éléments nécessaires à une bonne gestion et à un processus continu d'amélioration.
- f) Les outils que fournit RuralInvest se basent sur la demande, c'est-à-dire qu'ils répondent aux besoins d'information et de renforcement des capacités des acteurs locaux.

La perspective territoriale s'appuie sur des unités d'analyse et d'intervention qui ne sont pas seulement liées à des délimitations juridiques et administratives. Elle considère des espaces territoriaux qui correspondent à des liens économiques historiques, des traditions culturelles, des considérations ethniques ou des caractéristiques géographiques clairement définies: vallées, bassins versants, écosystèmes, etc.

Ce document propose une méthodologie pour le diagnostic territorial et l'identification participative de projets de développement local. Il constitue le premier élément d'une série d'outils supportant l'approche «RuralInvest». La méthodologie et les outils présentés ci-dessous ont été formulés avec l'aide du Centre d'Investissement de la FAO.

Trois aspects fondamentaux caractérisent cette approche: i) elle propose une méthodologie participative; ii) elle se fonde sur une analyse systémique et iii) elle applique une perspective «genre».

A. Pourquoi une méthodologie participative ?

La méthodologie que nous présentons permet de former les communautés et les techniciens locaux qui les appuient, afin que les communautés analysent elles-mêmes leur situation, proposent les meilleures solutions à leurs problèmes prioritaires et participent activement à la construction de leur futur. Notre point de départ est la reconnaissance du fait que les communautés rurales ont conscience de leurs problèmes et ont la capacité de participer à la prise de décision.

Les communautés peuvent développer par elles-mêmes certaines capacités et compétences, à partir de leur propre organisation. Cependant, il existe d'autres éléments décisifs dans le développement territorial auxquels les communautés n'auront accès qu'à travers les liens qui les connectent à d'autres acteurs économiques et sociaux. C'est pourquoi, la construction de ces connexions et les accords avec d'autres acteurs - qu'ils soient publics ou privés - sont des éléments indispensables pour promouvoir le développement rural, notamment à travers un meilleur accès à l'information et aux marchés. Ces aspects seront largement pris en compte.

Le document que nous présentons est un «Guide» qui vise à servir de support de discussion et de formation. Les outils proposés ont vocation à permettre aux communautés de construire collectivement leur processus de diagnostic, d'analyse et d'identification participative de projets. Bien que la participation des communautés, en

3. FAO et Banque Mondiale 2001, *Farming Systems and Poverty*, p.6.

soi, ne garantit pas le succès du diagnostic et l'identification des solutions les plus appropriées, la participation active des différents groupes d'intérêt concernés à la prise de décision offre de nouvelles opportunités et évite d'accentuer les inégalités.

B. Qu'est-ce qu'une analyse systémique?

«Un système se définit comme un ensemble d'éléments liés entre eux par des rapports qui lui donnent une certaine organisation afin de remplir des fonctions déterminées»⁴.

L'analyse systémique du milieu rural se base sur la reconnaissance du fait que le contexte rural est déterminé par des facteurs environnementaux, démographiques, socio-économiques, culturels et institutionnels, qui interagissent entre eux.

RuralInvest tient compte de ces facteurs et de leurs inter-relations.

L'outil méthodologique que nous présentons permet aux communautés et aux institutions locales d'organiser leur réflexion autour des principaux aspects qui affectent le développement de leurs territoires, en tenant compte de la dynamique historique.

C. A quoi doit-on faire attention au cours des analyses systémiques?

Les outils communément utilisés pour mener une analyse systémique sont généralement abstraits. Ils passent par une modélisation de la réalité qui n'est pas forcément naturelle. Le technicien qui utilise ces outils devra s'attacher systématiquement à les mettre à la portée de ses interlocuteurs en faisant appel à des exemples concrets, à des éléments faciles à appréhender par les interlocuteurs concernés et à éviter tout jargon inutile. Tous les outils décrits dans ce manuel peuvent être utilisés, au besoin, pour structurer et accompagner un processus participatif. Ils ne doivent pas devenir une fin en soi. Le maniement d'outils sophistiqués ne doit pas se faire au détriment, pour le technicien, d'une bonne compréhension de la situation locale et d'une écoute attentive des différents groupes qui composent la société locale.

D. Qu'est-ce qu'une approche «genre»?

La notion de genre est une considération sociale qui va au-delà des différences biologiques existant entre les sexes, et qui se concentre sur les différences et

les inégalités qui dominent dans les rôles que les hommes et les femmes assument dans la vie sociale, du fait des conditions historiques et politiques, du contexte socio-économique ou des schémas culturels et religieux.

L'approche «genre» permet d'identifier et d'analyser les différences et les inégalités entre hommes et femmes. Elle permet de reconnaître que ces inégalités et différences sont le résultat d'un processus social (et non pas biologique) susceptible d'être transformé.

Une proposition de projet adopte une approche «genre» quand elle présente les caractéristiques suivantes:

- Elle tient compte des rapports entre hommes et femmes comme un élément de l'analyse et comme une expression de l'inégalité sociale.
- Elle signale, le cas échéant, l'existence d'une situation de discrimination au détriment des femmes.
- Elle analyse les conditions historiques, les approches culturelles, les contextes socio-économiques et les pratiques institutionnelles qui alimentent l'inégalité et la mise à l'écart des femmes.
- Elle identifie les femmes comme une partie de la population destinataire des actions de développement.
- Elle agit, en provoquant des évolutions dans la position de la femme, dans les rapports de genre ou dans les schémas traditionnels qui donnent la primauté aux hommes.
- Elle appuie la prise de décision commune entre hommes et femmes, après une analyse qui favorise le développement intégré de la famille, en tenant compte des demandes particulières des femmes et des hommes, des jeunes et des enfants, des adultes et des vieillards.

Une analyse de genre permet d'examiner les rôles, les activités, les responsabilités, les opportunités et les contraintes dans la vie des hommes et des femmes. Les recommandations qui en découlent visent à obtenir des conditions plus égalitaires entre l'homme et la femme.

Les diagnostics participatifs fondés sur une analyse systémique et une approche «genre» constituent une réflexion sur le rôle distinct qu'hommes et femmes jouent dans les activités qu'ils réalisent en insistant sur la division sexuelle du travail, l'accès aux ressources et leur participation ou absence de participation dans les processus de décision.

4. Von Bertalanffy, Ludwig (1993): Théorie générale des systèmes, Ed. Dunod.

E. Comment établir des priorités parmi les investissements ruraux?

Ce sont les acteurs sociaux et institutionnels qui vivent dans le milieu rural qui sont les mieux placés pour identifier les priorités locales d'investissement, sur la base du diagnostic participatif. Dûment appliqué, le schéma proposé permet d'identifier les principales contraintes existant dans un territoire. Ensuite, les communautés analyseront systématiquement leurs problèmes prioritaires et hiérarchiseront les solutions selon la stratégie de développement local qu'elles ont elles-mêmes définie.

Cette méthodologie fournit aux communautés les éléments nécessaires pour organiser leur travail de diagnostic, et facilite la réflexion requise pour construire les consensus de base qui permettent de décider par où commencer à résoudre des problèmes souvent nombreux, en utilisant les ressources disponibles.

Il est possible qu'un nombre significatif de communautés et/ou de communes ait déjà réalisé des diagnostics ruraux participatifs tels que décrits dans le Module 1. Dans ce cas, il n'est pas forcément nécessaire de reprendre le processus. Au besoin, les communautés et communes peuvent décider d'utiliser les parties de la méthodologie qu'elles considèrent pertinentes pour actualiser et/ou améliorer les plans de développement élaborés antérieurement.

Comme la réalité sociale évolue en permanence, il est recommandé d'actualiser les diagnostics et/ou les plans de développement territorial à peu près tous les cinq ans.

Les professionnels et techniciens locaux qui vont utiliser le présent document doivent comprendre:

- a) La nécessité de promouvoir la participation des communautés dans la recherche de leurs solutions;
- b) Les liens existants entre les différents facteurs qui affectent le développement rural;
- c) Les précautions à prendre lorsque l'on utilise des approches systémiques de planification en milieu rural, en raison des effets inductifs que celles-ci peuvent provoquer sur les décisions locales; et
- d) L'importance de l'approche «genre».

F. Organisation du module

La structure du module correspond aux principales étapes du processus de diagnostic, planification et identification participative des projets.

Première partie: Diagnostic participatif

Cette section décrit le schéma type et l'information nécessaire pour effectuer un diagnostic participatif, divisé en six étapes: a) caractéristiques de la population, b) territoire, ressources naturelles et milieu, c) principales activités économiques, d) institutions et organisations locales, e) infrastructures sociales et productives, et f) identification et priorisation des problèmes.

Sur cette base, les communautés identifient certaines propositions ou idées initiales de projets (profils de projets) qui doivent ensuite être étudiées plus en détail avec la participation des communautés ou de leurs représentants. La méthodologie présentée vise à s'assurer que les idées initiales de projets sont cohérentes avec le diagnostic et correspondent à la vision communautaire du développement local.

Deuxième partie: Identification des propositions initiales de projets

Une fois identifiés les principaux problèmes existant sur un territoire donné, le but est que les communautés réfléchissent de façon intégrée pour déterminer quelles sont les meilleures solutions pour les résoudre. Il ne s'agit pas simplement d'identifier les problèmes liés à la pauvreté rurale. Le plus important est d'avancer vers leurs solutions. Que doivent faire les communautés pour résoudre leurs principaux problèmes ou profiter de certaines opportunités qu'offre le marché, par exemple?

Dans cette section, nous présentons trois propositions méthodologiques pour aider les communautés à réfléchir aux possibles solutions à leurs principaux problèmes. Comment résoudre le problème de l'accès aux services de base? Que faire pour mettre en œuvre des initiatives de restauration et de conservation des sols? Que doivent faire les acteurs locaux pour protéger les bassins versants et les sources d'eau? Quelles sont les meilleures alternatives pour accroître les rendements agricoles et augmenter les revenus des producteurs?

En général, les besoins des communautés rurales sont tels que toute proposition de projet venant de l'extérieur est a priori bien reçue. Cette section présente une méthodologie qui cherche à appuyer la population rurale afin qu'elle établisse ses propres priorités dans un contexte où les ressources sont limitées.

Troisième partie: Planification du développement territorial

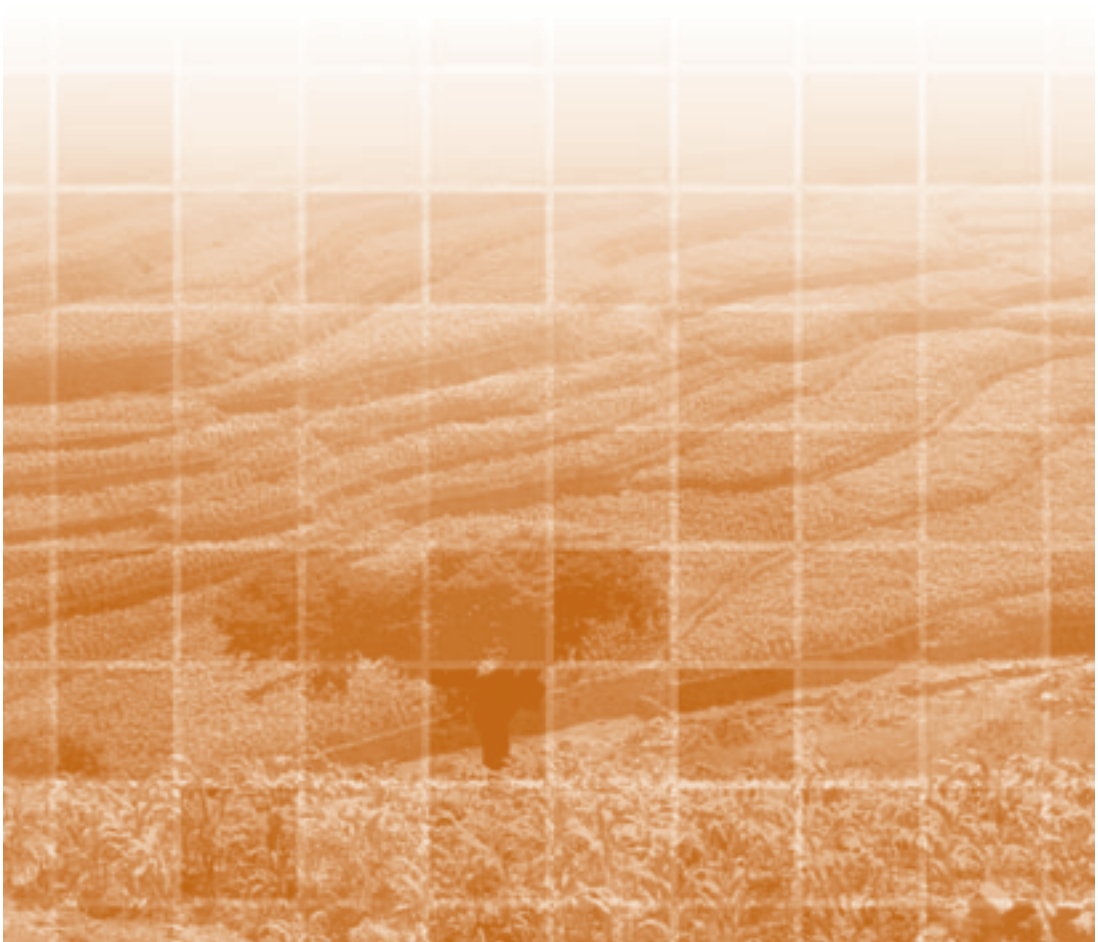
Une fois que les communautés ont identifié leurs problèmes ou leurs principaux défis, il faut les appuyer avec des outils simples permettant de planifier les actions de développement et de suivre le résultat de leurs activités. Les systèmes de suivi des activités se basent sur la définition d'objectifs et de résultats attendus. Nous proposons

une matrice facilitant la préparation d'un Plan d'action participatif qui puisse être utilisé pour la programmation et l'évaluation des activités, mais aussi pour la définition de priorités cohérentes avec la vision locale du développement du territoire considéré.

Cette étape permet aux communautés d'identifier des idées ou propositions initiales de projets pour résoudre leurs principales contraintes. La méthode d'appui à l'élaboration de profils de projets sur la base des idées prioritaires retenues est décrite dans le Module 2 de RuralInvest.

Chapitre III

DIAGNOSTIC PARTICIPATIF





Cette méthodologie peut être utilisée aussi bien pour réaliser des processus de planification locale dans leur entièreté que pour améliorer les diagnostics et les plans de développement local déjà existants. La qualité d'un Plan de développement local ne se définit pas seulement par le contenu du document de diagnostic et/ou de planification en soi. Elle se définit surtout par la compréhension et l'appropriation de ce document par les acteurs locaux.

L'atelier de diagnostic participatif devra être le plus souple possible et s'adapter à l'approche des habitants des communautés face à leur milieu.

Avant même de commencer l'atelier de diagnostic participatif, les responsables des exercices de groupe devront savoir clairement comment assurer leur rôle de facilitateurs.

Ils devront, par ailleurs, comprendre que la participation des communautés est fondamentale, qu'elle repose sur les principes de réciprocité, humilité et respect des processus et programmes locaux.

A. Activités préparatoires

Elaboration de l'index thématique

Avant de commencer les ateliers et le travail de terrain nécessaires pour élaborer le diagnostic participatif, il convient que l'équipe technique, les dirigeants des organisations sociales et les représentants des institutions locales concernées se réunissent dans le but d'établir certains accords minimums: qui participera et comment, quelles seront les stratégies d'action choisies, quels seront le contenu de l'index thématique et les produits attendus de l'étude à réaliser?

Qu'entend-on par index thématique?

L'index thématique est une liste des principaux sujets ou aspects à étudier dans le cadre du diagnostic général des communautés et du territoire ou milieu local auquel elles appartiennent.

Cet index ne doit pas être exhaustif; il doit être ouvert afin que les communautés puissent ajouter, au besoin, des aspects qui n'ont pas été prévus au départ. Les techniciens devront minutieusement évaluer l'importance des aspects proposés, sans oublier que le respect des propositions locales est un facteur capital pour motiver la participation des communautés.

A quoi sert-il?

Cet index constitue un premier guide qui permet d'avoir une vision d'ensemble des principaux

aspects qui, de notre point de vue, doivent être développés dans le diagnostic.

Comment le faire?

Sur un tableau ou une grande feuille de papier, on trace trois colonnes dans lesquelles on inscrit l'information suivante: dans la première colonne, le sujet à étudier; dans la deuxième colonne, la principale source ou la principale façon d'obtenir l'information correspondante; et, dans la troisième colonne, les sources complémentaires d'information.

Résultat à obtenir

Cette étape doit aboutir à une matrice.

B. Atelier de diagnostic participatif

Le diagnostic participatif peut avoir comme unité d'analyse une communauté ou un territoire (avec une ou plusieurs communautés) souvent défini comme microrégion. S'il s'agit d'un diagnostic communautaire, l'atelier peut durer une seule journée, mais si l'unité d'analyse est un territoire ou une microrégion, la tâche peut se prolonger durant quelques jours, selon l'étendue du territoire, la diversité des acteurs locaux et l'expérience antérieure de ces derniers dans la mise en œuvre de processus de planification locale.

Lorsqu'il s'agit d'un territoire ou d'une microrégion, il est recommandé d'inviter à participer le plus grand nombre possible de représentants de la société civile et des institutions locales. Les participants s'organiseront -selon leur intérêt, leurs connaissances et leur souhait- en groupes de travail, afin d'analyser simultanément chacun des sujets proposés. Ensuite, au cours d'une réunion plénière, chaque groupe présentera les résultats de son travail. Ces résultats faciliteront l'analyse globale de la réalité locale.

Dans ce premier atelier, si les acteurs locaux sont d'accord, il est conseillé d'organiser des groupes de travail dans lesquels hommes et femmes sont séparés afin d'identifier les problèmes qui les affectent en fonction de leurs sensibilités respectives. Ensuite, on organisera une discussion commune pour que tous les acteurs (hommes et femmes) se mettent d'accord sur l'identification et l'analyse de problèmes, ainsi que sur une vision commune du développement local.

Pour élaborer le diagnostic participatif, on considèrera cinq thèmes majeurs:

- ▶ La population et ses caractéristiques.
- ▶ Le territoire, les ressources naturelles et milieu.
- ▶ Les principales activités économiques.
- ▶ Les institutions et organisations locales
- ▶ Les infrastructures sociales et productives

Exemple de matrice d'index thématique

Sujet	Source de l'information	Source complémentaire
CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION		
Définition du territoire	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des institutions pertinentes • Cartes officielles ou cartes de projets similaires
Bref historique de la/des communauté(s) et de son (leur) territoire	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Entretiens avec les autorités locales et les anciens dirigeants • Lecture de livres et documents historiques • Archives de la localité.
Information démographique et migration	Recensement de la population et de l'habitat, enquêtes sur les conditions de vie et les mouvements migratoires dans le territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de diagnostic participatif • Entretiens avec des groupes focaux • Statistiques officielles
Activités des femmes et des hommes	Atelier de diagnostic participatif	
Culture, coutumes et valeurs	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche bibliographique sur le sujet
TERRITOIRE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT		
Sols	Cartographie des sols, officielle ou issue de projets similaires	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de diagnostic participatif • Recherche bibliographique sur le sujet
Hydrologie	Statistiques hydrologiques officielles ou issues de projets similaires	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de diagnostic participatif
Climat: température, précipitations...	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions météorologiques • Rapports météorologiques de la région
Végétation naturelle: ressources forestières et biodiversité	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche bibliographique sur le sujet • Rapports • Observation directe
Ecosystèmes et agro écosystèmes	Cartographie officielle, issue d'ONG ou de projets similaires	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche bibliographique sur le sujet • Rapports météorologiques de la région
Pollution, érosion, déforestation et conflits environnementaux	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Observation directe • Entretiens avec des techniciens des institutions gouvernementales ou académiques du secteur • Études réalisées sur le sujet
PRINCIPALES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES		
Unités de production agricole représentatives (UPAR)	Calculs sur la base de l'information dont on dispose sur la propriété de la terre, la production agricole, la pêche et l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de diagnostic participatif
Stratégies de survie des économies paysannes	Calculs sur la base de modèles de fermes, analyse des stratégies de migration et de diversification des revenus	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier de diagnostic participatif
Calendrier annuel	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Etude des résultats d'enquêtes antérieures
Propriété de la terre	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche bibliographique • Statistiques officielles
Production artisanale	Entretiens avec des artisans de la zone	<ul style="list-style-type: none"> • Lecture d'informations et études antérieures
Commercialisation	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche bibliographique sur le sujet • Statistiques et index de prix • Entretiens avec des commerçants
Crédit et systèmes financiers ruraux	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques de banques et institutions de crédit • Entretiens avec les institutions financières locales
INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS LOCALES		
Capacité de gestion des organisations locales	Atelier de diagnostic participatif	<ul style="list-style-type: none"> • Entretiens avec des dirigeants et des techniciens d'ONG • Archive des organisations, rapports, audits, accords

Exemple de matrice d'index thématique		
Sujet	Source de l'information	Source complémentaire
Potentiel, opportunités, contraintes et risques	Atelier de diagnostic participatif	
Acteurs sociaux et territoriaux	Atelier de diagnostic participatif	• Entretiens avec les leaders locaux
Présence d'institutions de développement	Atelier de diagnostic participatif	• Entretiens avec la direction des institutions et ONG
INFRASTRUCTURE D'APPUI		
Infrastructure productive, infrastructure sociale et services de base	Atelier de diagnostic participatif	• Observation directe • Entretiens avec des usagers • Plans de développement communal
Infrastructure Productive	Atelier de diagnostic participatif	
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL		
Identification et établissement des priorités parmi les problèmes identifiés	Atelier d'analyse des résultats, réflexion et discussion participative	
Identification participative des projets	Atelier d'analyse des résultats, réflexion et discussion participative	
Préparation du plan de développement local	Atelier d'analyse des résultats, réflexion et discussion participative	

Le schéma proposé dans ce document divise le diagnostic en fonction des aspects traités et des étapes du processus. Le module prétend servir de guide pour l'équipe technique dans l'identification des aspects majeurs à considérer dans la planification locale. Les techniciens qui jouent le rôle de facilitateurs seront libres de traiter les différents aspects avec souplesse. C'est à dire que certains aspects cités dans l'Index thématique pourront être abordés avec la communauté et d'autres pourront être exclus s'ils ne sont pas considérés comme importants.

Il est par ailleurs essentiel, qu'au-delà de fournir les informations essentielles pour la prise de décisions par les acteurs locaux⁵, les facilitateurs fassent en sorte que leur travail ait un effet pédagogique et formateur qui prépare les communautés à la critique et l'autocritique constructive et les motive à s'engager dans des processus de planification-exécution-apprentissage qui sont importants pour les projets de développement participatifs.

Pour y parvenir, on utilisera plusieurs grandes feuilles de papier collées sur un mur à l'aide d'une bande adhésive pour y inscrire –sans ordre particulier - l'information existant sur les différents sujets qui nous intéressent. L'important sera de maintenir le contrôle sur les sujets qui doivent être couverts et sur la véracité et le niveau de détail de l'information.

En **Annexe** figurent les caractéristiques de chaque thème majeur avec des questions et des tableaux utiles pour rassembler les informations pertinentes.

L'Annexe indique aussi les produits à obtenir à l'issue de chaque étape du processus de diagnostic.

C. Analyse des résultats pour hiérarchiser les problèmes ou défis

Dans le cadre du diagnostic participatif, et en se basant sur l'information disponible à ce stade, on fait un inventaire des principaux problèmes et/ou défis auxquels sont confrontés les membres des communautés, les institutions et les organisations locales.

On considérera que le diagnostic identifie comme «Problèmes et/ou défis» les éléments qui empêchent les communautés, institutions et/ou organisations locales de réduire les contraintes et risques auxquelles elles sont confrontées et de profiter pleinement des potentiels et opportunités existants.

Il est nécessaire de hiérarchiser les problèmes, en identifiant les aspects sectoriels qui affectent le plus le territoire. Cette hiérarchisation doit se faire avec la participation de tous les acteurs locaux et conformément à leur approche. Ce sont les acteurs locaux qui doivent définir par où commencer. Les contraintes locales sont-elles d'abord liées à l'éducation ou aux problèmes de santé des habitants? Les habitants de la zone préfèrent-ils augmenter leur production agricole ou améliorer leur accès aux services de base?

5. Ici, il faut rappeler que les décisions seront prises par les personnes ou institutions qui feront face aux coûts susceptibles de survenir à cause de facteurs imprévus.

A quoi cela sert?

Cette étape permet de concentrer l'attention des communautés sur la recherche de solutions aux principaux problèmes et/ou défis qu'elles connaissent et à faire en sorte que les communautés priorisent de façon adéquate les problèmes qui méritent une attention plus urgente.

Comment le faire?

Cet exercice peut être fait dans le cadre d'un atelier d'analyse et de validation des résultats du diagnostic, qui permettra de recueillir l'opinion de tous les participants. Cet atelier s'appuiera sur la présentation d'un résumé du diagnostic de la zone. A partir des questions posées, on pourra élaborer, sur des grandes feuilles de papier, des matrices sur chacun des aspects étudiés dans le diagnostic: tendances, potentiels et opportunités; contraintes et risques. On élaborera ainsi des matrices simples sur des problèmes et/ou défis en précisant leur niveau de priorité.

Questions utiles

Afin de mener à bien cette étape, les facilitateurs pourront notamment soulever les questions suivantes: - quelles sont les tendances observées (positives, négatives ou neutres) sur chacun des grands thèmes étudiés durant le processus de diagnostic (démographie, territoire, ressources naturelles et environnement; activités économiques; institutions et organisations locales; et infrastructures sociales et productives). Quelle était la situation il y a trente ans? Quelle est la situation actuelle? Quelle sera la situation la plus probable dans dix ans?

Quels sont les principaux potentiels et opportunités de la communauté ou micro région, pour chaque thème étudié? Quelles sont les contraintes qui empêchent d'en profiter pleinement? Quelles mesures permettraient d'en profiter plus largement?

Quels sont les principaux risques et contraintes de la communauté ou micro région pour chaque thème étudié? Quels sont les problèmes ou contraintes qui empêchent de réduire ces risques? Quelles mesures permettraient de les réduire?

En fonction de ce qui précède, quels sont les trois principaux problèmes et/ou défis identifiés pour chaque thème étudié durant le processus de diagnostic?

Des problèmes et/ou défis indiqués, lesquels sont les principaux? Lesquels arrivent en seconde position?

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape doit permettre d'élaborer:

- ▶ une matrice d'identification de problèmes et/ou défis.

- ▶ une matrice hiérarchisant les problèmes et/ou défis.

Une fois identifiés les trois principaux problèmes et/ou défis sur chaque thème, la (les) communauté(s) doit (vent) les hiérarchiser entre eux. Pour cela, chacun des trois principaux problèmes doit être évalué selon son importance. La qualification va de 10 à 0. Si un problème et/ou défi mérite un 10, cela signifie qu'il est très important pour la communauté ou micro région et qu'il exige une attention urgente. Si un problème obtient un 8, cela veut dire qu'il est moins important que le précédent et ainsi de suite...

Tableaux utiles

Tableau 1. Matrice d'identification des principaux problèmes et/ou défis de la zone

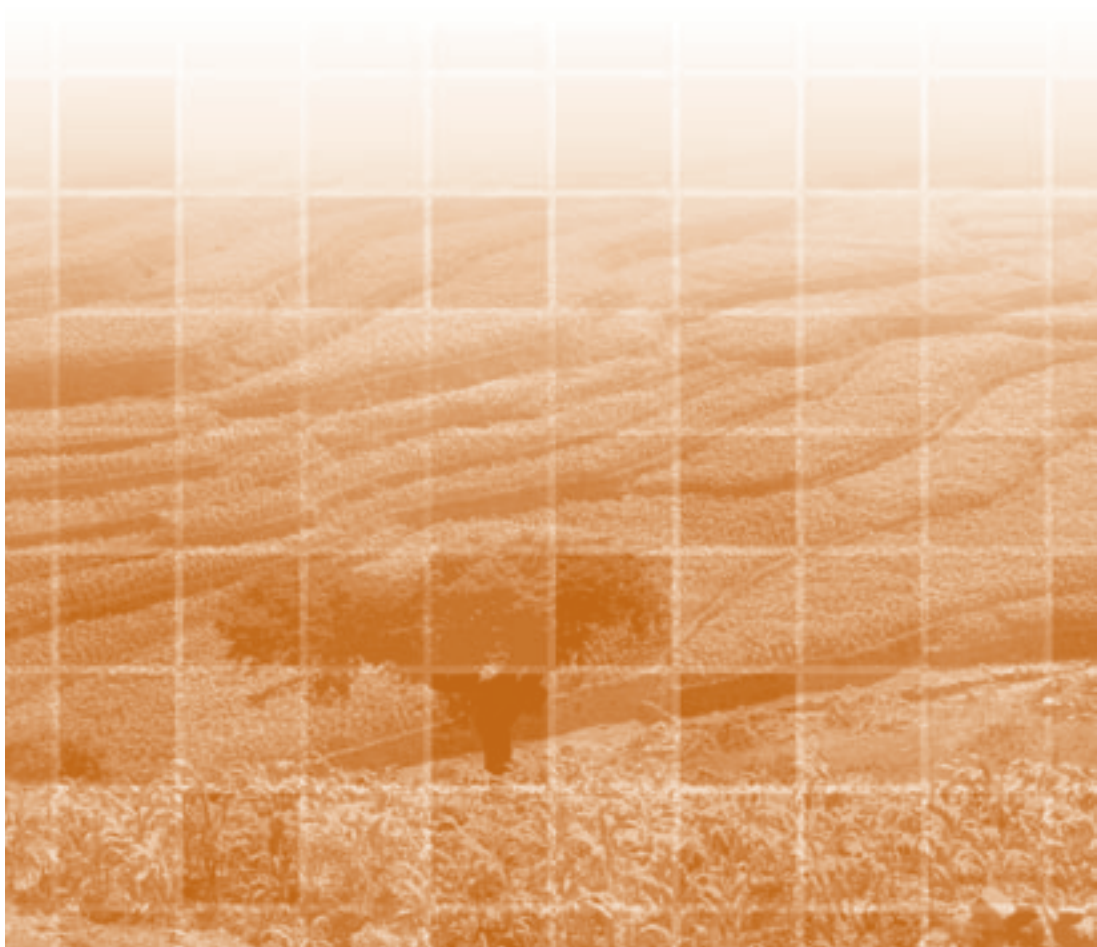
Étapes du processus de diagnostic	Principaux problèmes et/ou défis
LA POPULATION ET SES CARACTÉRISTIQUES	1. 2. 3.
TERRITOIRE, RESSOURCES NATURELLES ET MILIEU	1. 2. 3.
ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	1. 2. 3.
INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS LOCALES	1. 2. 3.
INFRASTRUCTURES SOCIALES ET PRODUCTIVES	1. 2. 3.

Tableau 2. Matrice permettant d'établir les priorités parmi les principaux problèmes et/ou défis de la zone

Problème et/ou défi	Qualification (0 à 10)
1.	
2.	
3.	
4.	
5.	
6.	
7.	

Chapitre IV

PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL



IV

PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL



Le diagnostic participatif permet d'identifier et de hiérarchiser les principaux problèmes et/ou défis qui affectent les communautés locales. C'est un processus nécessaire pour analyser et formuler les stratégies, les programmes et les projets de développement local.

Une fois conclu le diagnostic participatif, on prépare une synthèse de la situation et on résume l'inventaire des principaux problèmes et/ou défis auxquels font face les communautés, organisations et institutions locales, en respectant les différences de vision qui pourraient exister entre groupes d'intérêt, c'est-à-dire entre hommes et femmes, par exemple. Dans cette synthèse, il faut inclure les tendances observées ainsi que les contraintes et les risques identifiés par les communautés, organisations et institutions locales, qui ont servi de base pour l'identification des principaux problèmes et/ou défis.

Cet atelier devra permettre de:

- ▶ Analyser et s'accorder sur une vision du développement local.
- ▶ Identifier les actions prioritaires et se mettre d'accord sur les responsabilités de chacun des acteurs dans la mise en œuvre de ces actions.
- ▶ Identifier les idées ou propositions de projets qui devront être préparées de façon participative par les personnes ou institutions concernées, en suivant la méthodologie présentée dans les Modules 2 et 3 de RurallInvest.
- ▶ Préparer le Plan de développement local ou de gestion territoriale.

A. Identification et sélection des actions prioritaires

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un processus qui permet de définir et sélectionner les propositions de projets sur lesquelles on travaillera de façon prioritaire.

Les acteurs locaux prennent d'abord note des trois (à cinq) principaux problèmes et/ou défis identifiés dans le diagnostic; ensuite ils discutent et signalent les différentes solutions possibles à chacun de ces problèmes. Les solutions considérées comme les plus viables constitueront les propositions initiales ou idées de projets dont les techniciens doivent par la suite préparer les profils avec l'aide de la (des) communauté(s) concernée(s).

A quoi cela sert?

Cet exercice permet de savoir quels sont les projets qui permettraient de répondre de la manière la plus efficace aux principaux problèmes et/ou défis de la zone. Il sert également à optimiser les ressources, en ciblant les investissements en fonction des priorités identifiées dans le cadre d'une vision partagée du développement local.

Comment le faire?

Pour identifier et sélectionner les projets de façon adéquate, il faut:

- i) lister les principaux problèmes identifiés (3 à 5) et leurs possibles solutions; et
- ii) amener les acteurs locaux à réfléchir à la meilleure façon de résoudre les principaux problèmes et/ou défis des membres de la communauté et du territoire dans lequel ils se trouvent.

Ce processus est organisé en session plénière, en utilisant un tableau ou une grande feuille de papier. Il est coordonné par une personne qui remplit les fonctions de facilitateur et toutes les personnes présentes interviennent.

Questions utiles

Les questions suivantes pourront notamment permettre de lancer la discussion:

- ▶ Le diagnostic rend-il vraiment compte des principaux problèmes et/ou défis de la (les) communauté(s)?
- ▶ Quelles propositions initiales ou idées de projets envisage-t-on pour résoudre les principaux problèmes et/ou défis de la (les) communauté(s)?

Tableau utile

Matrice d'Identification des propositions de projets		
Problèmes	Solutions possibles	Propositions de projets
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape aboutira à une liste de propositions ou idées d'actions à développer par les communautés. On choisira les techniciens et/ou groupes d'intérêt qui participeront à ce processus en fonction du type de projet proposé par la (les) communauté(s). Ils appuieront la préparation du ou des profil(s) de projet, dans le cadre d'un atelier.

Sélection des propositions d'actions

Matrice permettant d'établir des priorités parmi les projets possibles					
Communauté	Projet	Population bénéficiaire	Taux de pauvreté	Capacité de gestion	Qualification totale

On pourra trouver des données sur la population dans les recensements ou auprès des institutions ou communautés locales.

On pourra obtenir de l'information sur le niveau de pauvreté auprès des institutions gouvernementales. Il est également possible de mesurer la pauvreté en fonction des besoins de base insatisfaits, c'est-à-dire en analysant le manque d'accès aux services de base (eau, électricité, santé, éducation, etc.).

Le niveau d'organisation peut être évalué à travers plusieurs éléments dont l'existence et le bon fonctionnement révèlent la capacité de gestion des organisations sociales et/ou des communautés: statut légal, registres comptables, audits, formation des leaders, contribution des membres, disponibilité des techniciens, culture organisationnelle, pratiques participatives pour la prise de décision, rapports avec les ONG et les autorités communales, systèmes de planification et de suivi-évaluation des activités et résultats, contrôle social, compte rendu par les dirigeants aux membres des associations, etc.

B. Préparation du Plan de développement local

Qu'est-ce que c'est? A quoi cela sert?

Le plan de développement local est la proposition stratégique d'ensemble définie par la (les) communauté(s) pour résoudre les principaux problèmes et/ou défis de leur territoire.

Promouvoir le développement en respectant l'identité territoriale suppose que l'on favorise ce qui distingue un endroit géographique et lui permet d'utiliser ses avantages absolus (uniques) ou ses avantages comparatifs (conditions avantageuses pour délivrer un produit ou service, c'est-à-dire être compétitif).

Le développement respectant l'identité territoriale doit s'appuyer sur les potentialités des habitants et de leurs ressources culturelles et naturelles. De ce point de vue, un document présentant la vision du développement territorial doit définir les rapports institutionnels que les différents acteurs locaux doivent créer afin d'atteindre les objectifs et les buts établis.

Une fois cela accompli, il est important de définir concrètement les activités qui permettront de transformer les vœux pieux d'amélioration en réalité. Pour cela, il faut élaborer un Plan de développement local qui constituera un outil essentiel. En plus de résumer et de systématiser l'information sur laquelle se fondent les décisions et d'établir la stratégie de travail à suivre, ce Plan servira à:

- ▶ programmer les activités des communautés, organisations et institutions locales;
- ▶ établir les responsabilités respectives dans la réalisation de chaque activité;
- ▶ définir et planifier les produits attendus ou les résultats programmés pour chaque activité;
- ▶ identifier les indicateurs objectifs faciles à vérifier pour le suivi des activités et l'évaluation des résultats attendus.

Composantes du Plan de développement local

Parmi les composantes principales du Plan de développement local se trouvent:

- ▶ **une présentation systémique des résultats du diagnostic participatif** sous la forme de tableaux, graphiques et plans synthétiques;
- ▶ **une identification des principaux problèmes et/ou défis et de leurs solutions possibles:** analyse des tendances des processus qui affectent le territoire et desquels font partie les problèmes identifiés; analyse des principaux problèmes et des solutions qui permettraient d'apporter des améliorations et d'accroître le bien-être de la population locale;
- ▶ **une vision du développement local (politiques et stratégies):** proposition stratégique pour résoudre les principaux problèmes et/ou défis de la (des) communauté(s). A ce stade, il faudra:
 - définir les priorités d'action;
 - définir les initiatives et modalités d'interaction entre les différents acteurs locaux;
 - établir des stratégies de concertation avec les différents acteurs sociaux pour atteindre les objectifs et buts établis;

3 C'est-à-dire ce qui fait qu'un territoire est spécifique, unique.

- définir les questions concrètes qui devront se poser pour chaque projet:
 - quel est le type d'investissement ou d'activité productive et quels sont les secteurs pour lesquels il faut préparer des profils de projets?
 - dans quels principaux domaines les familles et le personnel technique et dirigeant des communautés doivent-ils se former ou renforcer leurs compétences?
 - quels problèmes fonciers ou liés à l'accès et à la gestion de l'eau doivent être résolus?
 - quels autres aspects doivent bénéficier du travail et de l'appui des institutions de coopération?

► **Plan d'action:** Le Plan d'action devra présenter la programmation des activités, les ressources nécessaires et les responsabilités respectives. Il faudra:

- Présenter des propositions ordonnées et hiérarchisées pour aboutir au développement territorial souhaité dans les cinq ou dix prochaines années, en indiquant des liens logiques (ordre séquentiel) entre activités. Il faudra pour cela établir une vision de ce que l'on veut obtenir dans les années considérées.
- Détailler et programmer les activités requises pour exécuter les propositions d'action prioritaires.

Comment le faire?

On commence à expliciter le contenu de chacune des composantes du Plan de développement territorial dès le début du diagnostic participatif; par conséquent, si l'on travaille de façon organisée, il ne devrait rester à présent qu'à élaborer le plan d'action opérationnel.

On peut élaborer le plan d'action dans le cadre d'un atelier ou d'une réunion de travail avec la (les) communauté(s), une fois effectuée la synthèse (présentée de manière systémique) et l'analyse de l'information produite jusque-là. Pour ce faire, on utilise des grandes feuilles de papier sur lesquelles on prépare des matrices qui contiennent l'information suivante:

- activité;
- produits attendus;
- chronogramme de travail;
- personne, dirigeant ou technicien responsable.

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape aboutira à l'élaboration du Plan de développement local avec chacune des composantes indiquées, y compris la matrice pour le plan d'action, accompagnée des détails et explications pertinentes sur les objectifs, les buts, les activités à réaliser, les ressources disponibles et les responsables désignés.

La structure du Plan de développement local pourrait être la suivante:

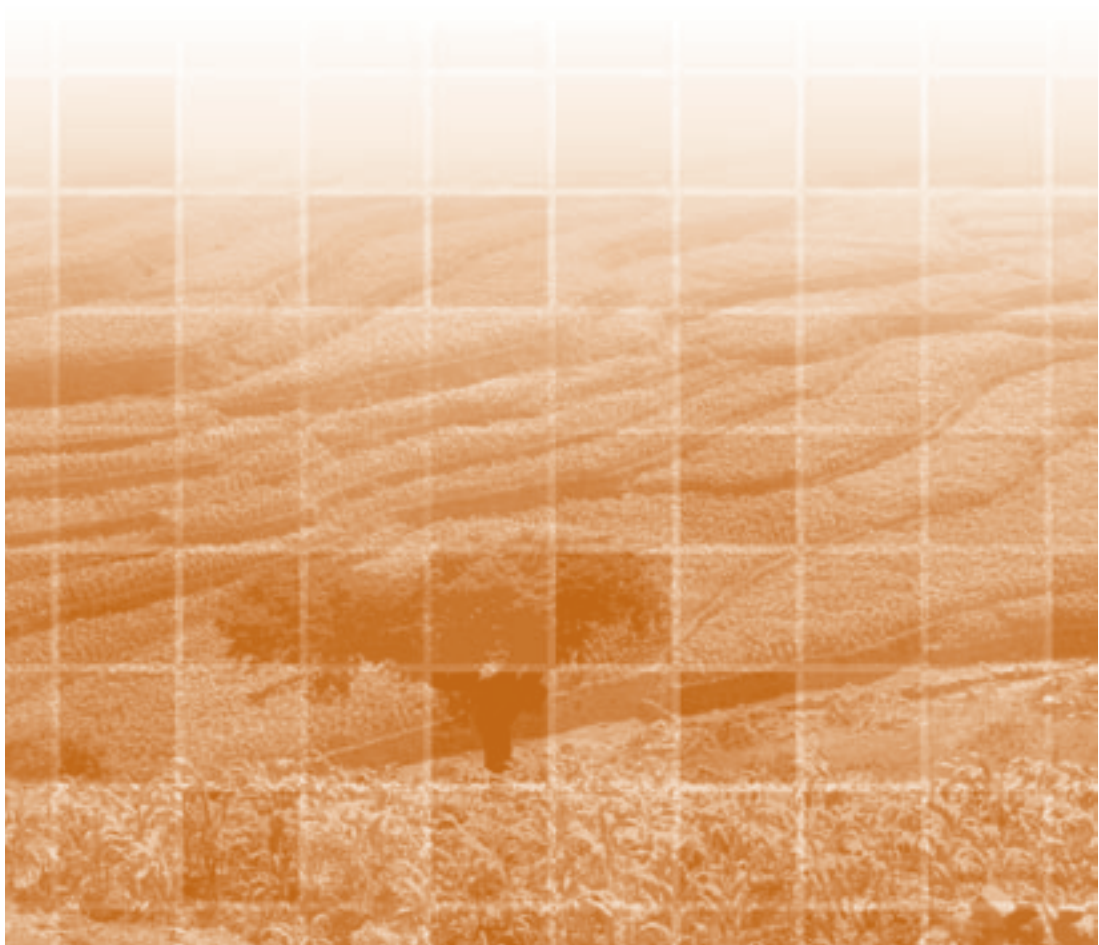
- Antécédents et justification (importance).
- Définition du territoire considéré.
- Description du rôle ou de la fonction des différents acteurs locaux.
- Description et analyse des caractéristiques du milieu: population, environnement et ressources naturelles, activités économiques, infrastructures sociales et productives, institutions et organisations locales.
- Analyse des potentiels et opportunités du milieu.
- Analyse des principaux problèmes et/ou défis et des solutions possibles.
- Objectifs, buts et résultats attendus dans les 5 ou 10 prochaines années.
- Chronogramme des activités, produits attendus et attribution des responsabilités d'exécution et de suivi.
- Établissement d'un modèle de gestion pour le développement local qui définisse:
 - le système de prise de décision;
 - les mécanismes de consultation et de participation sociales;
 - le système de suivi et d'évaluation;
 - le système d'audit social: comment les responsables rendront-ils des comptes et comment sera assuré le contrôle social.

Tableau utile

Tableau 1. Plan opérationnel d'action														
Activités	Produits attendus	Chronogramme de travail											Responsable	
		Mois												
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	

ÉLÉMENTS POUR LE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

Les catégories d'informations mentionnées dans les annexes suivantes ne sont pas toutes nécessaires dans le cadre d'un diagnostic. Les participants au sein d'une communauté peuvent identifier d'autres catégories qui leur sont prioritaires. La définition des catégories d'informations requiert du temps et devrait être le résultat de discussions approfondies avant de procéder à la collecte d'informations. Cette approche est décrite dans la section 3A du texte principal (l'index thématique).



ANNEXE 1

ÉLÉMENTS POUR L'ANALYSE DE LA POPULATION ET DE SES CARACTÉRISTIQUES

1. Définition du territoire considéré

Que comprend-on par territoire?

Le territoire est la zone ou l'espace géographique dans lequel se produit un ensemble de rapports sociaux qui expriment et une identité et des intentions partagées par de multiples acteurs publics et privés, sociaux et institutionnels. Le milieu local n'est pas seulement un espace physique, mais le résultat d'un processus de construction sociale.

On peut définir un territoire de plusieurs façons: comme une entité juridique et politique (province, département, commune(s) ou district(s), quartiers(s), etc.); un bassin versant ou micro bassin versant; une contrée ou région ethnique ou multiethnique; un écosystème; un milieu économique et politique ; etc. On peut également combiner plusieurs définitions. Dans tous les cas, il faut établir clairement les critères sur lesquels les acteurs locaux fondent leur définition du territoire, également nommé microrégion.

À quoi cela sert?

Cette délimitation permet de caractériser d'une manière rapide et simple l'espace territorial, politique et économique sur lequel les communautés peuvent exercer une influence directe.

Comment le faire?

En dessinant un croquis sur un tableau ou une feuille de papier, ou en délimitant sur une carte le territoire ou la microrégion tel que le définissent les communautés ciblées.

Quelques questions utiles

Les facilitateurs pourront notamment poser les questions suivantes:

Quelles sont les limites de la microrégion ou du territoire?

Quels sont les critères établis pour définir le territoire?

Où sont situées les communautés ou les organisations de base?

Combien de familles vivent dans la (les) communauté(s)?

Quelles sont et où se trouvent les principales organisations sociales?

Quels produits doit-on obtenir?

- ▶ Une carte ou un croquis de la zone, sur lequel figurent l'emplacement des communautés et organisations de base, le nombre de familles concernées, les voies d'accès, les cours d'eau et les ravins, les canaux d'irrigation, les zones d'habitation, la végétation, la couverture et l'utilisation du sol, la pollution par les déchets, les sites touristiques et les opportunités récréatives, ainsi que les aires protégées éventuelles (en mentionnant le cas échéant les différentes zones); etc.
- ▶ Une description de la zone plus détaillée annexée à la carte ou croquis et précisant en particulier les limites, le nombre de communautés, leur population et leurs organisations sociales.
- ▶ Une justification du choix de ce territoire, précisant les critères et raisons qui ont incité à définir cet espace géographique comme territoire pour la planification du développement local: raisons administratives (département, province, commune ou district), géographique (bassin versant, vallée...), sociale (région ethnique...), etc.

2. Bref historique de la (des) communauté(s) et de son (leur) territoire

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève énumération des faits historiques les plus importants de la communauté ou microrégion.

A quoi cela sert?

Cette étape permet de savoir d'où vient la communauté, comment elle a commencé à s'organiser, qui en furent les premiers membres et dirigeants, quels succès et quels échecs elle a connu, etc.

Cette connaissance du passé de la communauté permet de trouver des pistes pour résoudre les problèmes actuels.

Comment le faire?

A travers une commission spéciale dans laquelle participent les personnes âgées et les anciens dirigeants.

Plus tard, ce travail peut être complété par la lecture de livres et autres documents contenant des données historiques sur la zone.

Questions utiles

Comment s'appelle la zone ou la communauté?

Quelle signification a son nom?

Qui vivait avant dans cette zone?

Comment vivaient ses habitants? Que faisaient-ils?

Quelle forme d'organisation sociale avaient-ils?

Comment se sont formées les organisations sociales existantes? Quand se sont elles formées?

Qui furent les premiers dirigeants? Quel enseignement ont-ils laissé?

Quels furent les faits les plus importants de la communauté ou microrégion?

Quels produits doit-on obtenir?

Un bref historique de la zone, de ses communautés et de ses habitants.

Registre de données historiques de la (des) communauté(s)	
Année	Fait important

3. Description de la population

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un ensemble de données sur la population de la zone.

A quoi cela sert?

A savoir combien de personnes habitent le territoire, où et comment elles vivent.

Comment le faire?

On peut faire une première estimation de la population de la zone en demandant combien de familles vivent dans chaque communauté et en multipliant ce nombre par le nombre moyen de membres d'une famille rurale.

Questions utiles

Si l'on cherche uniquement à obtenir une information générale, on peut par exemple demander:

Combien de familles y a-t-il dans chaque communauté?

Quel est le nombre d'enfants et de jeunes scolarisés?

Quelles sont les maladies les plus communes dans la zone? De quoi tombent malade les hommes adultes, les femmes et les enfants?

Quelles sont les principales causes de mortalité d'hommes et de femmes?

Combien de naissances y a-t-il eu l'année dernière?

Combien de décès y a-t-il eu l'année dernière?

Combien de femmes sont chefs de foyers? Quel est le niveau d'éducation des femmes chefs de foyer? Sont-elles veuves, divorcées ou célibataires (proportions respectives)?

Quels sont les aliments les plus consommés?

Comment les habitants soignent-ils leurs maux les moins graves?

Où accouchent les femmes? Qui les assiste?

Y a-t-il des sages-femmes dans les communautés? Comment les appelle-t-on? Comment ont-elles appris leur métier? Combien d'entre elles sont guérisseuses?

En quoi consiste l'alimentation des enfants de moins d'un an?

Tableaux utiles

Tableau 1. Population de la (des) communauté(s) par zone		
Communauté	Zone	Nombre de familles

Quels produits doit-on obtenir?

Le tableau ci-dessus dûment rempli avec une brève explication des résultats obtenus.

Un bref texte sur le sujet s'inspirant des réponses aux questions de réflexion.

Information sur les aspects suivants:

- ▶ population totale;
- ▶ importance démographique, exprimée en pourcentage de la population de l'unité locale par rapport à l'unité géographique immédiatement supérieure;
- ▶ population de garçons et de filles en âge scolaire; pourcentage de filles et de garçons scolarisés;
- ▶ pourcentage de foyers dans lesquels la mère est chef de foyer;

- ▶ type d'union matrimoniale;
- ▶ nombre de naissance par an;
- ▶ nombre de décès par an (hommes et femmes);
- ▶ principales maladies (hommes et femmes);
- ▶ principales causes de mortalité (hommes et femmes);
- ▶ répartition spatiale de la population;
- ▶ le pourcentage de chaque ethnie.

4. Mouvement territorial de la population

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève réflexion sur les mouvements territoriaux de la population. On peut distinguer trois formes de mouvement territorial: i) le mouvement pendulaire, ii) le mouvement temporaire, et iii) le mouvement migratoire.

Le mouvement pendulaire correspond aux déplacements quotidiens que font les personnes à l'intérieur d'une unité politique et administrative, entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail ou d'éducation.

Le mouvement temporaire est un mouvement périodique entre différentes unités politiques et administratives, qui n'implique pas un changement de résidence permanent.

La migration, par contre, signifie un changement de résidence permanent qui suppose un transfert à une autre unité politique et administrative pour une période de temps prolongée.

A quoi cela sert?

Cette analyse permet de connaître les causes et les conséquences de la migration temporaire ou permanente, le sexe et l'âge des personnes qui migrent, les lieux de destinations et les activités des migrants. Cette information permettra de connaître les périodes de disponibilité de main-d'œuvre, les stratégies de survie et les sources de revenus des familles. Elle permettra aussi de définir une stratégie pour faire face à l'exode rural et/ou pour transformer cette situation en un facteur de développement de la microrégion.

Comment le faire?

On peut obtenir de l'information sur la mobilité de la population en organisant des réunions, avec les acteurs locaux, au cours desquelles on utilise plusieurs approches («brainstorming», dessins, etc.)

Cette information doit par la suite être enrichie par des entretiens personnels avec hommes et femmes, par un travail par groupe d'intérêt, des études de cas et la lecture d'une bibliographie spécialisée.

Questions utiles

Combien d'hommes et de femmes se déplacent quotidiennement vers la ville ou vers d'autres zones rurales pour travailler?

Combien d'hommes et de femmes de la (des) communauté(s) partent vivre temporairement dans d'autres endroits? Pourquoi partent-ils? Cela leur a-t-il réussi?

Quel travail font les hommes et les femmes qui partent vivre temporairement dans d'autres endroits?

Combien d'hommes et de femmes de la (des) communauté(s) ont migré de façon permanente vers d'autres régions?

Pourquoi migrent-ils? Quels problèmes connaissent les hommes et les femmes qui émigrent dans leur lieu de destination?

Quels changements ont connus les hommes et les femmes qui émigrent de façon temporaire, dans leur manière de s'habiller, de parler et d'établir des liens avec les autres membres de leur(s) communauté(s)?

Ces changements affectent-ils positivement ou négativement la (les) communauté(s) d'origine? Pourquoi?

Combien d'argent les migrants temporaires ou permanents envoient-ils par mois à leurs familles?

Quels produits doit-on obtenir?

Une brève explication sur les principales caractéristiques de la mobilité des hommes et femmes de la (des) communauté(s) ou microrégion: sexe, âge et niveau d'éducation des migrants; principales tendances et caractéristiques migratoires de la population (hommes et femmes). Cette explication doit établir le rapport entre la migration temporaire et la demande de main d'œuvre liée au calendrier agricole.

Par ailleurs, il faut identifier les impacts économiques, sociaux et culturels que les mouvements territoriaux de la population provoquent sur la microrégion.

5. Un jour dans la vie d'un homme et d'une femme ruraux

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

On établira un tableau comparatif de l'utilisation du temps pendant la journée d'un homme et d'une femme d'une famille type de la communauté ou microrégion. Ce tableau permet de visualiser le temps libre et la charge de travail dont disposent l'homme et la femme dans une journée active, aussi bien de façon générale que pendant des époques spécifiques de l'année

(saison des pluies, saison sèche, saison des semis, saison des récoltes, etc.).

A quoi cela sert?

Cette analyse permet de savoir quelles sont les similitudes et les différences dans l'utilisation du temps entre un homme et une femme de la communauté ou microrégion.

La connaissance de ces différences permet de savoir quelles sont les inégalités entre la charge de travail des femmes et des hommes. Elle permet également de chercher les meilleures alternatives pour rendre les rapports de genre plus équitables.

Comment le faire?

On utilise une grande feuille de papier sur laquelle on inscrit, heure par heure, les activités auxquelles les hommes et les femmes de la zone occupent leur temps. Il est recommandé de séparer hommes et femmes en groupes différents. Plus tard, on élaborera un tableau qui servira de base pour une discussion commune sur les rôles distincts et les rôles partagés entre femmes et hommes.

Questions utiles

A quelle heure se lève la femme? Et son mari?

Que font-ils après s'être levés?

Qui prépare le petit-déjeuner?

Qui prépare les enfants pour l'école?

Qui range la maison?

Qui s'occupe des animaux?

Qui travaille la terre? A quelle heure commence-t-il/elle?

Qui prépare le déjeuner?

A quelle heure déjeunent-ils?

A quelle heure finissent les tâches agricoles?

Qui s'occupe des enfants après l'école?

Qui s'occupe des animaux dans la soirée?

Qui prépare le dîner?

Combien d'heures par jour se repose chacun d'entre eux?

A quelle heure se couche l'homme? Et la femme?

Quelle opinion ont-ils de ces différences dans l'utilisation de leur temps?

Tableaux utiles

Tableau 1. Un jour dans la vie d'un homme et d'une femme de la région		
Heure	Activité que réalise l'homme	Activité que réalise la femme

Tableau 2. Profil des activités

Activités	Qui fait quoi?			
	Femmes Adultes	Jeunes filles	Hommes adultes	Jeunes garçons
Activités productives 1. Cultures: Préparation du sol Semis Irrigation Traitements phytosanitaires Elagages - taille Récolte Tri/emballage Commercialisation 2. Gestion forestière 3. Production animales Alimentation Pâturage Vaccins Vente produits animaux Vente animaux 4. Travail salarié				
Activités domestiques 1. Achat des aliments 2. Préparation des aliments 3. Ménage du foyer 4. Garde et soin des enfants 5. Tâches scolaires 6. Lessive				
Activités communautaires 1. Assistance aux réunions 2. Rôles de direction				

Quels produits doit-on obtenir?

Un tableau comparatif de l'utilisation quotidienne du temps d'un homme et d'une femme, de préférence pendant des périodes ou saisons spécifiques de l'année.

Un tableau comparatif du profil des tâches particulières des hommes et des femmes.

6. Culture, coutumes et valeurs

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un bref aperçu des aspects généraux de la tradition culturelle de la zone, de ses valeurs et de ses coutumes.

A quoi cela sert?

Pour mettre en oeuvre une proposition de développement local, il faut valoriser les connaissances et la culture des habitants de la zone.

L'information obtenue servira à connaître les atouts culturels distinctifs du territoire ou de la microrégion, les connaissances et images locales possédant une identité territoriale, les coutumes, la musique, la danse, les pratiques alimentaires et le type de vie qui distinguent la microrégion du reste du pays.

Cette analyse permet d'identifier les biens, services, connaissances et images possédant une identité territoriale:

- ▶ architecture et monuments;
- ▶ paysages et attraits naturels;
- ▶ actifs culturels: langues, musique, danse, vêtements;
- ▶ services culturels: marché locaux, fêtes, plats typiques, médecine naturelle.

Comment le faire?

On peut recueillir cette information en s'aidant d'un questionnaire dans lequel on inclut quelques questions de réflexion. On peut également établir une dynamique de groupe en utilisant les techniques de «brainstorming», sociodrames, dessins ou tableaux illustratifs comparant les situations anciennes et récentes, etc.

Questions utiles

Quelle(s) langue(s) parlent les habitants de la zone?

Comment s'habillent les hommes et les femmes de la zone?

Quelles sont les principales festivités de la zone?

Comment a-t-on l'habitude de célébrer ces fêtes?

Les gens de la zone ont-ils une croyance qui leur porte chance pour les récoltes?

Quels sont les principaux repas rituels (qui se préparent à une date particulière) dans la microrégion?

Prendre note d'un conte, de dix proverbes ou conseils populaires.

Qu'est-ce qui distingue la microrégion? Qui demande les produits locaux? Pourquoi? Et comment peut-on répondre à cette demande?

Quelles sont les principales compositions musicales et danses traditionnelles de la zone?

Quelle influence ont eu le processus de modernisation et les moyens de communication sur la culture paysanne?

Y a-t-il une population autochtone? Quelles sont les caractéristiques des rapports interethniques dans la région?

Quels produits doit-on obtenir?

- ▶ Des données de base sur les principales manifestations culturelles de la microrégion.
- ▶ Une identification des produits culturels (biens, services, connaissances et paysages) distinctifs de la zone qui peuvent constituer des avantages territoriaux (absolus et comparatifs).

ANNEXE 2

ÉLÉMENTS SUR LE TERRITOIRE, LES RESSOURCES NATURELLES ET L'ENVIRONNEMENT

1. Composantes physiques du milieu: sols

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève description des principales caractéristiques des sols de la zone considérée: géologie, topographie, types de sols et leur utilisation.

A quoi cela sert?

Cette étape permet de connaître la géologie, la topographie, l'utilisation actuelle et potentielle du sol.

Comment le faire?

On peut charger une commission de la première partie de ce travail. Les membres de cette commission doivent travailler à l'aide de trois feuilles de papier: sur la première, ils décrivent brièvement les caractéristiques générales des sols (texture, couleur, composition chimique, si celle-ci est connue); sur la deuxième, ils dessinent un plan et indiquent l'utilisation actuelle du sol; et, sur la troisième, ils détaillent l'utilisation potentielle du sol. Pour que ce travail soit plus efficace, la commission doit disposer de cartes officielles établies par des institutions gouvernementales ou de recherche chargées de produire et diffuser l'information sur les sols. Cette information servira de base pour le travail de diagnostic territorial systémique que le technicien devra appuyer par la suite.

Questions utiles

Quels types de sols y a-t-il dans la zone (argileux, sableux, limoneux, etc.)?

Quelle surface ces sols couvrent-ils?

Où sont-ils situés?

Quel est le taux de matière organique de ces sols?

Approximativement, quelle surface du sol est couverte de cultures, de pâturages naturels, de pâturages cultivés, de forêts naturelles, de végétation primaire et de forêts cultivées?

Quelles surfaces du sol correspondent à des étendues de sable, des marécages, des ravins, des montagnes, etc.?

Quelle est, d'après les paysans de la zone, la meilleure façon d'utiliser le sol? Y a-t-il une différence d'opinion entre les hommes et les femmes?

Quelle est, d'après le Ministère de l'Agriculture et/ou les centres de recherches, la meilleure façon d'utiliser le sol?

Où peut-on obtenir l'information?

En échangeant avec les populations locales; auprès des institutions gouvernementales et des universités.

Quels produits doit-on obtenir?

Des cartes ou croquis des sols et une brève description des aspects suivants:

- ▶ Caractéristiques, texture et composition chimique des sols.
- ▶ Utilisation actuelle du sol.
- ▶ Utilisation potentielle du sol.

2. Composantes physiques du milieu: hydrographie

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève description des sources d'eaux, bassins et sous bassins versants de la microrégion.

A quoi cela sert?

Ceci permet de connaître les principaux bassins versants et sources de la zone, les périodes d'étiages, les débits ainsi que l'utilisation actuelle et potentielle de l'irrigation.

Comment le faire?

Ce travail se fait en deux étapes. D'abord il faut se procurer une carte ou un croquis de la zone sur lequel figure les fleuves, les ravins et les lagunes. Ensuite, il faut compléter l'information avec des données obtenues à travers la lecture d'une bibliographie spécialisée (documents, plans, registres et bulletins de l'institution chargée de la planification et de l'adjudication de l'eau d'irrigation).

Questions utiles

Quels sont les principaux cours d'eau, ravins, lac et marais de la zone?

Existe-t-il des données sur le débit des principaux cours d'eau?

Existe-t-il des données sur le transport de sédiments dans les cours d'eau?

Existe-t-il des données sur les décharges critiques?

Où peut-on obtenir l'information?

Auprès des universités, des institutions gouvernementales et des stations météorologiques.

Tableau utile

Précipitation		
Mois	Station Météorologique A	Station Météorologique B

Quels produits doit-on obtenir?

- ▶ Un plan hydrographique et une brève description des cours d'eau et points d'eau, des périodes d'étiages, des débits et de l'utilisation actuelle et potentielle de l'irrigation.
- ▶ Les rôles distincts des hommes, femmes et enfants dans la gestion de l'irrigation.

3. Composantes physiques du milieu: le climat

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève explication sur la température moyenne, le régime de pluies, les vents, les ouragans, les périodes de gel, de grêle et autres phénomènes météorologiques.

On peut, par ailleurs, décrire les principaux microclimats en se basant sur les étages écologiques que couvrent les communautés ou la microrégion étudiée. Une brève explication sur les caractéristiques topographiques et géologiques de la zone est également nécessaire.

A quoi cela sert?

A connaître: a) le comportement du climat, et b) les principaux étages ou zones écologiques de la microrégion.

Comment le faire?

On peut obtenir l'information nécessaire en invitant des membres des communautés, des agriculteurs et des techniciens d'institutions partenaires à participer à un travail de groupe; en posant des questions sur les températures moyennes, les vents, les périodes de gel, de pluie, d'ouragans, de grêle, etc. On peut recueillir l'information topographique et géologique à travers une observation directe, ou avec l'aide d'un technicien spécialisé. L'information géologique peut également être tirée de la lecture de la bibliographie spécialisée existant dans le pays. Les personnes âgées, héritiers des connaissances

ancestrales sur le climat, constituent une source d'information utile, c'est pourquoi il faut les considérer comme des informateurs clés.

Cette information doit être complétée avec des données obtenues par la lecture de documents, cartes et statistiques spécialisées et des visites aux stations météorologiques les plus proches.

Questions utiles

Comment est la topographie de la zone?

Quelle est la température moyenne dans la partie la plus élevée de la zone d'étude et la partie la plus basse, si l'altitude varie au sein de la zone d'étude?

Quels sont les mois les plus et les moins froids?

Quels sont les mois de pluies?

Quels sont les mois les plus secs?

Quels sont les mois de gelées et de grêle?

Dans quelle direction soufflent les vents? Durant quels mois sont-ils les plus intenses?

En combien d'étages écologiques se divise la microrégion?

Où peut-on obtenir l'information?

Cette information peut être obtenue auprès des institutions suivantes:

- ▶ Autorités météorologiques
- ▶ Ministères de l'agriculture et/ou de l'environnement
- ▶ Universités
- ▶ Stations météorologiques

Quels produits doit-on obtenir?

Une brève description des points suivants:

- ▶ Climat de la microrégion
- ▶ Périodes de pluie et de sécheresse
- ▶ Température
- ▶ Principaux étages écologiques
- ▶ Géologie et topographie de la zone

4. Composantes biologiques du milieu: végétation naturelle ou spontanée

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève description de la végétation naturelle, des forêts et de la biodiversité de la zone d'influence de la communauté ou microrégion.

A quoi cela sert?

Cette description permet de savoir quelles sont les espèces arbustives et arborescentes naturelles et exotiques qui se sont développées dans la zone, quelles sont les espèces de la flore et de la faune locales et quels usages on peut faire des ressources forestières.

Comment le faire?

On peut former une commission composée de représentants des organisations de base, de pépiniéristes et de promoteurs/trices forestiers (ères) de la communauté ou microrégion.

Cette commission devra inscrire sur une grande feuille de papier l'information suivante: i) le nom des espèces forestières natives et exotiques de la zone; ii) une liste ou un plan des aires couvertes de végétation naturelle et des aires forestières de chaque communauté; iii) une liste des pépinières existantes et précisant leur production annuelle.

Pour compléter cette information on peut utiliser une matrice du profil d'activités et une **matrice sur l'accès et le contrôle des ressources naturelles et de leurs productions**. Ces deux outils permettront de savoir qui a accès aux ressources et qui contrôle et définit leur utilisation.

Questions utiles

Dans chaque communauté, quelle surface de terre est couverte de végétation naturelle et de forêts cultivées?

Quelles sont les principales espèces forestières, exotiques et natives de la zone?

Quel usage fait (font) la (les) communauté(s) des produits forestiers?

Quelles tâches remplissent hommes, femmes et enfants dans la gestion des forêts et produits forestiers?

Où peut-on obtenir des informations complémentaires?

Auprès des universités, des ONG et des institutions gouvernementales.

Tableaux utiles

Tableau 1. Surface de forêts et végétation naturelle			
Communauté	Forêt primaire	Forêt cultivée	Total

Tableau 2. Espèces endogènes	
Nom commun	Nom scientifique

Tableau 3. Production forestière en pépinières	
Espèces	Quantité produite

Quels produits doit-on obtenir?

- ▶ Un bref aperçu des ressources forestières de la communauté ou microrégion, incluant des données sur la superficie couverte de forêts primaires ou secondaires et de forêts cultivées, sur la production de plants forestiers et sur l'utilisation du bois et des produits forestiers non-ligneux.
- ▶ Une zonification des forêts protectrices et productrices.
- ▶ L'identification des aires de conservation, des aires à reforester, des aires de pâturage et des aires de culture (il est important de préciser les critères appliqués pour les délimiter).
- ▶ L'évaluation de la disponibilité en bois et en produits forestiers non ligneux et une proposition de gestion de la sylviculture.
- ▶ Une description des rôles distincts des hommes, femmes et enfants dans la gestion des forêts et produits forestiers.

5. Ecosystèmes et agro écosystèmes

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève explication et évaluation des espaces exploités et écosystèmes présents dans la microrégion.

A quoi cela sert?

A connaître les caractéristiques et l'emplacement des différentes zones identifiées dans la microrégion. Cela sert aussi à évaluer brièvement quelle contribution les écosystèmes locaux pourraient potentiellement apporter à l'économie locale.

La définition de la notion d'écosystème fait directement référence directe aux conditions naturelles non modifiées par l'homme, alors que le concept d'agro-écosystème prend en considération les activités humaines comme un facteur important influant sur la nature, celle-ci n'étant pas seulement

sujette aux lois naturelles mais également aux décisions et activités humaines.

Comment le faire?

Comme il existe déjà une classification reconnue internationalement, on peut trouver cette information dans la cartographie officielle et la compléter avec l'aide de la (des) communauté(s) de la microrégion.

Pour cela, il convient d'organiser une réunion coordonnée par une commission composée de représentants des différentes zones d'intérêts (selon la distribution des écosystèmes et agro-écosystèmes) et d'organisations de conservation de la nature.

Questions utiles

Quels écosystèmes, cultivés ou non, existent dans la microrégion?

Quels animaux sauvages trouve-t-on dans chaque zone (oiseaux, mammifères, poissons, reptiles, amphibiens, etc.)?

Quelles sont les principales sources d'alimentation des animaux sauvages présents dans la zone?

Ces sources d'alimentation sont-elles menacées?

Quel est le degré de fragmentation des écosystèmes (naturels)?

Quelle importance a la biodiversité locale?

A-t-on identifié des espèces endémiques?

Quelle importance ont les écosystèmes locaux pour les espèces migratoires?

Les modifications que le développement des activités humaines ont provoqué dans les écosystèmes (naturels) tendent-elles à isoler les forêts ou bosquets, ou au contraire ceux-ci restent-ils connectés entre eux à travers une sorte de micro couloir biologique, comme par exemple des haies vives, une végétation riveraine, des rideaux coupe-vent, etc.?

Quelle place ont les animaux sauvages et autres ressources forestières dans les régimes alimentaires et les économies familiales de la microrégion?

Quels revenus potentiels pourraient être générés par les écosystèmes locaux à travers l'écotourisme ou l'agrotourisme?

Quels services environnementaux produisent les écosystèmes présents au bénéfice des communautés locales, nationales et internationales?

Quelle possibilité y a-t-il que ces services soient rétribués?

Où peut-on obtenir l'information?

De telles informations peuvent être obtenues auprès d'institutions gouvernementales et d'universités,

des communautés locales, d'organisations de conservation de la nature, d'institutions de tourisme et d'institutions de gestion de l'environnement.

Quels produits doit-on obtenir?

Une brève description des zones exploitées et des écosystèmes de la microrégion

Une caractérisation des systèmes de gestion actuels

Une évaluation rapide des tendances à la fragmentation des écosystèmes ou à l'isolement (menace d'érosion génétique pour les populations animales sauvages).

Une analyse du potentiel des écosystèmes comme: sources de biodiversité animale ou végétale, de protéines animales, de services environnementaux (infiltration de l'eau, fixation de CO₂, paysage, etc.), d'attraits écotouristiques et agro-touristiques, etc.

6. Impacts environnementaux, érosion et déforestation

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève description du degré de pollution, de déforestation ou d'érosion présent dans la microrégion.

A quoi cela sert?

Cette analyse permet de savoir quelles activités humaines ont des impacts environnementaux négatifs sur le sol, l'eau, la flore, la faune et la biodiversité. Il peut s'agir d'activités agricoles qui requièrent une déforestation; de monocultures; de brûlage des chaumes; de l'application d'une quantité importante de pesticides et de produits agrochimiques; de cultures intensives de cycle court; d'une mauvaise gestion du bétail ou de certaines activités agroindustrielles. Le but est de savoir quelles sont les pratiques potentiellement polluantes des agriculteurs et autres acteurs, et d'identifier les impacts environnementaux qui découlent de leurs systèmes de production.

Comment le faire?

Il est possible de mobiliser une commission chargée de décrire les principales activités productives mises en œuvre par les agriculteurs ou autres personnes dont les activités ont un impact sur l'environnement, ainsi que les formes de déforestation et d'érosion présentes dans la microrégion (particulièrement de l'érosion hydrique et éolienne). Cette commission doit également signaler, sur un croquis, les endroits les plus affectés par la déforestation et/ou l'érosion et analyser les causes possibles économiques, sociales, culturelles et institutionnelles de l'avancée des processus d'érosifs et/ou de déforestation.

Questions utiles

Dans quels endroits peut-on observer une avancée de l'érosion et/ou de la déforestation?

Dans ces endroits, dans quel état se trouve la couche superficielle du sol?

Où peut-on observer la présence de ravins et de fossés profonds?

Dans quels endroits peut-on observer des sols très appauvris ou de la roche nue?

Où peut-on observer une avancée du processus de désertification (croissance des étendues de sable, des sols pauvres et découverts, de zones de roche nue, etc.)?

Quelles cultures impliquent des activités de déforestation?

Est-ce que des monocultures sont pratiquées dans la microrégion?

Les agriculteurs brûlent-ils les pailles?

Combien de temps dans l'année, les agriculteurs laissent-ils le sol à nu? Comment font-ils leurs cultures de cycle court?

Quels critères appliquent-ils pour l'utilisation de fertilisants et de produits agrochimiques?

Dans quelle mesure les pratiques de gestion des animaux d'élevage affectent-elles l'érosion?

Où pouvons-nous obtenir des informations complémentaires?

Après d'universités, d'ONG, d'institution gouvernementales.

Quels produits doit-on obtenir?

Une brève description des principaux impacts environnementaux provoqués par les pratiques des agriculteurs et un recueil d'informations sur l'avancée de la déforestation et de l'érosion dans la zone étudiée.

7. Utilisation des ressources naturelles et conflits pour l'utilisation des ressources

Ce sujet a pour finalité d'inviter à la réflexion sur les implications économiques et sociales des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles et des pratiques communautaires ou individuelles qui conduisent à une exploitation minière de ces ressources.

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une description des causes sociales et économiques, existant parfois depuis plusieurs

générations, qui expliquent comment les ressources naturelles sont utilisées et justifient les conflits locaux autour de l'utilisation des ressources.

A quoi cela sert?

Cette analyse permet d'identifier les origines et les tendances des conflits et des phénomènes d'exploitation minière liés au comportement productif des familles de la microrégion. On obtient cette identification à travers une réflexion sur la manière dont on utilise les ressources, sur les conflits que cela provoque et sur les causes de ces conflits.

On parvient ainsi à rendre explicites pour les communautés les raisons généralement inconscientes, parfois apparemment insurmontables, qui provoquent les conflits autour de la gestion des ressources, lesquels ont souvent des bases économiques.

Il serait très avantageux que l'équipe technique profite des exercices de ce style pour montrer aux communautés que, dans leur rôle de collaborateurs externes respectueux des processus locaux, ils ne cherchent pas à culpabiliser les communautés en les incriminant pour les erreurs passées dans la gestion des ressources naturelles. Bien que l'on ne puisse pas nier la responsabilité collective ou individuelle, ce qui nous intéresse c'est de faire comprendre aux communautés qu'il s'agit avant tout de trouver des solutions à leurs modes de développement non durables.

Comment le faire?

On peut obtenir cette information à travers une session de diagnostic de la situation locale en s'intéressant entre autres aux pratiques culturelles et en utilisant comme guide un questionnaire simple avec des questions ouvertes. On peut recueillir les réponses à travers plusieurs dynamiques, comme le «brainstorming», les sociodrames, les dessins ou tableaux comparant les situations antérieure et actuelle, etc.

Questions utiles

Il y a combien d'année que la (les) communauté(s) s'est (se sont) établie(s)? Quelle est l'origine de ces familles?

Que produisaient les deux générations antérieures (pères et grands-pères)? Où et avec quelles technologies?

Quelle était la stratégie de production ou de survie familiale des deux générations antérieures (pères et grands-pères)?

Dans combien d'endroits différents ont vécu les familles durant les 20 dernières années?

Si les familles proviennent d'autres régions, pour quelles raisons ont-elles émigré? Quelles conditions

ou changements cherchaient-elles? Quelles différences ont-elles trouvées dans les conditions environnementales actuelles (sols, pentes, précipitation, altitude, nébulosité)?

Quelles sont les stratégies actuelles de production ou de survie familiale?

Quels produits agricoles ont le meilleur rendement dans les différentes zones de la microrégion et pourquoi?

Quelles technologies de production utilisent les familles et quelles contraintes technologiques souhaitent-elles surmonter?

Ont-elles remarqué des changements dans les conditions de vie ou de production liées au bétail, à l'agriculture, à l'utilisation de produits agrochimiques, à la déforestation ou à la reforestation?

Pratiquent-elles la jachère ou la friche?

Quelles sont les tendances à la dégradation environnementale dans la microrégion et à quoi sont elles dues?

Que doit-on faire pour freiner les processus de dégradation environnementale locaux et quels effets auraient ces décisions sur les économies familiales?

Les pratiques productives des familles sont-elles les meilleures pour les conditions agro écologiques locales?

Quels changements devraient-elles introduire dans leur comportement productif (technologies de production alternatives, organisation...) pour produire et se développer de façon durable?

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape doit permettre d'identifier les phénomènes de dégradation environnementale, leurs causes culturelles et/ou économiques, ainsi que les solutions possibles, et de sensibiliser la (les) communauté(s) sur l'importance d'une adaptation des pratiques productives aux conditions agro écologiques locales, aux technologies et aux marchés disponibles.

ANNEXE 3

ÉLÉMENTS SUR LES PRINCIPALES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

1. Production: modèles d'unité de production agricole représentative (UPAR)

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un bref aperçu sur la production agricole et forestière des familles, à partir de modèles représentatifs des différents types d'exploitations agricoles et des principaux étages écologiques de la microrégion. Chacun de ces modèles représentatifs sera appelé UPAR (Unité de production agricole représentative).

A quoi cela sert?

Les UPAR permettent d'expliquer de manière schématique comment une famille type produit, comment elle utilise la surface cultivable⁵ et la main d'œuvre et autres facteurs de production dont elle dispose.

Comment le faire?

A travers un travail de groupe, en utilisant de grandes feuilles de papier sur lesquelles on note des données sur la surface cultivée, la distribution dans l'espace des différentes cultures et associations de culture, l'élevage de gros bétail et petits animaux, et la participation des membres de la famille dans le processus productif.

Questions utiles

Comment peut-on classer les UPAR dans la microrégion? En fonction de la taille? Du matériel agricole? Du bétail? Par étage agro-écologique? Quel est le niveau de revenu? La situation de pauvreté?

Quelle est la surface cultivée annuellement et quelle est la surface possédée par chaque UPAR?

Comment se distribue la surface cultivée par culture à l'intérieur de chaque UPAR?

Quelles sont les rotations pratiquées?

Quelle est la productivité ou quels sont les rendements atteints pour chaque culture? Combien de kilogrammes ou de quintaux réussit-on à

produire par unité de surface (hectare, surface, etc.)? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Comment organise-t-on et profite-t-on du travail des membres de la famille à l'intérieur de chaque UPAR? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Quels sont les équipements utilisés par la famille pour la préparation du sol, la récolte, le transport et la transformation des produits récoltés, etc.?

Quels sont les équipements qui sont possédés par l'UPAR et quels sont ceux qui sont empruntés ou loués? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Quels sont les principaux parasites, ravageurs et maladies des différentes cultures? Comment les contrôle-t-on?

Comment se font les récoltes? Quelle technologie utilise-t-on? Quelles différences y a-t-il entre les différentes UPAR?

Combien de têtes de bovins, de porcs, de moutons, de chèvres, de lapins et de volaille possède la famille dans chaque UPAR?

Quelles sont les principales maladies des différentes espèces animales? Comment les contrôle-t-on? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Quels produits animaux obtient-on? Comment les obtient-on? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Les familles reçoivent-elles une assistance technique et une formation agricole? Qui offre ce service? Qui bénéficie le plus de cette formation, les hommes ou les femmes? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Quelles sont les principales stratégies des familles pour réduire l'impact négatif des risques climatiques (gelées, vents, sécheresse, inondations) et des risques de maladies et ravageurs? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Comment stocke-t-on et conserve-t-on les produits agricoles? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Quelle est la participation des enfants et des femmes dans le processus de production et de transformation? Quelles différences y a-t-il entre les UPAR?

Quels sont les systèmes de production les plus recommandés pour chaque UPAR?

Dessin utile

Faire un croquis d'une exploitation agricole, qui représente l'UPAR que l'on souhaite décrire, et à l'intérieur dessiner la maison, la cour, les bâtiments d'élevage et la distribution des principales cultures.

5. En prenant en considération ses caractéristiques.

Tableaux utiles

Utilisation de la terre						
Utilisation de la terre	Superficie		Rendement		Lieu (pente, bas-fond...)	Utilisation des produits
	Quantité	Unité	Quantité	Unité		

Animaux dans la ferme			
Espèce	Nombre	Mode d'élevage	Utilisation /produits

Arbres dans l'exploitation					
Espèce	Quantité	Mode d'exploitation	Superficie plantée	Lieu	Utilisations

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape devra aboutir à un bref recueil d'informations et un schéma pour chaque type d'UPAR identifié dans la microrégion

Si l'on tient compte des caractéristiques des écosystèmes de la zone et des systèmes de production pratiqués par les agriculteurs, quelle devrait être la taille optimale d'une exploitation agricole pour garantir les revenus nécessaires pour sortir de la pauvreté?

L'information recueillie doit porter sur les points suivants pour chaque type d'UPAR:

- ▶ principales cultures et surface cultivée par culture;
- ▶ rotations pratiquées;
- ▶ cultures irriguées et cultures sèches;
- ▶ rendements par culture;
- ▶ stratégies pour réduire les risques climatiques;
- ▶ maladies et ravageurs; modes de contrôle phytosanitaire;

- ▶ équipements de culture et de transport;
- ▶ récolte;
- ▶ stockage ou transformation;
- ▶ rôles distincts des hommes, femmes et enfants dans la production agricole;
- ▶ estimation du nombre d'animaux domestiques;
- ▶ pratiques de gestion et soin des animaux;
- ▶ maladies les plus communes et contrôle sanitaire;
- ▶ contrôle du processus reproductif;
- ▶ alimentation;
- ▶ produits utilisés par les familles: viande, lait, œufs, laine, etc.;
- ▶ vente d'animaux sur pieds et de produits animaux;
- ▶ rôles distincts des hommes, femmes et enfants dans le soin des animaux et, le cas échéant, la transformation et commercialisation des produits animaux.

Exemples de tableaux résumés

Utilisation du sol (valeurs en hectares)								
Modèle	Numero	Blé		Pâturages			Total
		par UPAR	Total	par UPAR	Total	
1								
2								
3								
4								
5								
Tot.								

Inventaire des animaux (têtes de bétail)								
Modèle	Numero	Bovins		Ovins			Total
		par UPAR	Total	par UPAR	Total	
1								
2								
3								
4								
5								
Tot.								

2. Production: économies familiales et stratégies de survie

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

On présentera une brève explication sur le fonctionnement des économies familiales et sur leurs stratégies de survie.

A quoi cela sert?

Cet exercice permet de savoir quelles sont les principales sources de revenus des familles et les frais qu'elles doivent encourir pour couvrir leurs besoins de base. Il permet également de connaître les investissements productifs des familles, l'organisation du processus productif, la distribution du travail et des responsabilités entre les membres de l'unité familiale, ainsi que les stratégies de survie.

Comment le faire?

On procèdera à un travail de groupe, en utilisant des grandes feuilles de papier avec une liste de questions sur les économies familiales et leur fonctionnement. On recueillera ensuite les différentes réponses des participants.

Questions utiles

Quelles sont les cultures destinées au marché et quelles sont celles destinées à la consommation familiale?

Quelle proportion de chaque culture est destinée à la consommation familiale? Et au marché? Quelle est l'ampleur des pertes après récolte sur chaque culture?

Quelles sont les principales sources de revenus de la famille?

Quels sont les emplois disponibles dans la zone?

Qui a plus de facilité pour obtenir un emploi dans sa localité, les hommes ou les femmes?

Quels revenus monétaires (écrire la somme d'argent qu'une famille gagne chaque année pour chaque type d'UPAR) viennent de:

- ▶ la vente de produits agricoles;
- ▶ la vente d'animaux;
- ▶ la vente de produits dérivés (lait, viande, œufs, laine, etc.);
- ▶ la vente de produits artisanaux;
- ▶ le travail salarié;
- ▶ les transferts monétaires reçus de l'étranger ou d'une autre région;
- ▶ d'autres sources de revenus monétaires.

Quels revenus non monétaires (estimer la valeur monétaire annuelle de la production destinée à l'autoconsommation) proviennent de:

- ▶ la production agricole;
- ▶ la production d'animaux;
- ▶ la production de produits animaux (lait, viande, œufs, laine, etc.);
- ▶ la production de produits artisanaux (vêtements et autres).

De quelle façon les membres de la famille (hommes, femmes, personnes âgées, jeunes et enfants) contribuent-ils à la composition du revenu familial?

Qui gère le revenu familial, l'homme ou la femme?

Quelles sont les principales dépenses de la famille?

Combien dépense la famille en alimentation, vêtements, habitat, santé, éducation, transport, activités récréatives et culturelles?

La famille fait-elle des apports à la communauté? Ces apports se font-ils en argent, en travail ou en nature?

Quelle est la capacité d'épargne de la famille?

Qui a la plus grande capacité d'épargne, l'homme ou la femme? Expliquez pourquoi.

De quelle façon (comment et combien) les apports solidaires entre les membres de la communauté (travail volontaire, entraide, etc.) influencent-ils les stratégies de survie des économies familiales?

Dans la communauté, quel pourcentage de familles ne parvient qu'à développer une stratégie de survie et quel pourcentage de familles développe une stratégie d'accumulation de biens ou de capitalisation?

Tableaux utiles

Tableau 1. Sources de revenus des unités familiales

Production agricole	Production annuelle		% de production autoconsommée	% de production vendue
	Volume	Valeur		
Culture 1				
Culture 2				
Culture 3				
Culture 4				
Production animale	Production annuelle		% de production autoconsommée	% de production vendue
	Volume	Valeur		
Bovins				
Ovins				
Porcins				
Lapins				
Volaille				
Œufs				
Laine				
Lait				
Fromages				
Engrais animal				
Autres sources de revenus				Revenus estimés
Commerce informel				
Vente de produits artisanaux				
Travail salarié				
Transferts d'autres membres de la famille				

Tableau 2. Dépenses d'une famille paysanne		
Objet	Dépense estimée	%
Alimentation		
Vêtements et chaussures		
Habitat		
Santé		
Éducation		
Achat d'intrants		
Achat d'outils		
Transport		
Récréation et culture		
Épargne		
Imprévus et autres frais		
Total des dépenses		100%

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape doit permettre d'obtenir un bref recueil d'informations sur les économies familiales et les stratégies de survie, et de répondre aux questions suivantes:

Quelle importance a l'activité agricole ou agro forestière dans les économies familiales?

Quelle importance ont le marché et l'autoconsommation?

Quelles sont les principales sources d'emploi dans la zone?

Quelles sont les principales caractéristiques et tendances de l'emploi rural non-agricole?

Deux tableaux⁶ peuvent être utilisés:

- ▶ Un tableau dans lequel on inscrit les principales sources de revenus des économies paysannes.
- ▶ Un autre tableau dans lequel on inscrit les dépenses de la famille.

3. Production: calendrier de production

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un tableau simple dans lequel figure les principales activités réalisées dans la(les) communauté(s) de la zone ou microrégion, mois par mois.

A quoi cela sert?

Cela permet de savoir comment les hommes et les femmes de la zone distribuent leur temps au long de l'année, ainsi qu'à connaître: a) les époques de semis, de récolte, de désherbage et autres activités

6. Ces tableaux ne doivent pas être remplis pendant une assemblée ou en groupe de travail, car on court le risque de collecter une information douteuse. Ils doivent si possible être remplis au cours d'un entretien avec un nombre représentatif de foyers typiques de chaque UPAR de la microrégion.

productives; b) les périodes de pluie, sécheresse et grêle; c) les jours fériés; d) le temps dédié aux rites agraires; e) les meilleurs époques pour la taille, la tonte, la castration...; f) le temps destiné aux activités culturelles, etc.

Comment le faire?

On peut recueillir cette information à travers un travail de groupe, en utilisant plusieurs dynamiques comme le «brainstorming», les dessins, l'utilisation d'affichettes, etc.

Questions utiles

Quelles sont les festivités de la zone? En quel mois ont-elles lieu?

En quels mois a-t-on l'habitude de semer et récolter les différentes cultures? Comment les hommes, les femmes et les enfants participent-ils à ces activités?

Quels sont les mois les plus appropriés pour la taille, la tonte et la castration des animaux ou toute autre activité saisonnière importante? Qui s'en charge? Comment les hommes, les femmes et les enfants participent-ils à ces activités?

Quelle est l'époque la plus appropriée pour élaguer ou tailler les arbres? Pourquoi?

Tableau utile

Mois	Activité

Dessin utile

Un cercle que l'on divise en 12 parts qui correspondent aux 12 mois de l'année et où l'on signale les différentes activités réalisées à chaque période.

Quels produits doit-on obtenir?

Un tableau ou un dessin sur lequel figurent les principales activités du calendrier annuel de la (des) communauté(s), accompagné d'une brève explication complémentaire.

4. Production: propriété de la terre

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une courte explication sur la taille des UPAR et les formes de propriété de la terre existant

dans la microrégion ou zone d'influence de la (des) communauté(s).

A quoi cela sert?

Cela permet d'identifier les problèmes fonciers éventuels dans la zone, ainsi que les solutions potentielles.

Comment le faire?

On peut le faire de deux façons: à travers une enquête spécialisée ou en discutant de ce problème dans le cadre d'un atelier de diagnostic participatif, pendant lequel on remplit un tableau statistique de données approximatives fournies par les représentants des communautés.

Questions utiles

Combien de modes d'accès à la terre y a-t-il dans la microrégion?

Comment a évolué la propriété de la terre dans la zone dans les vingt dernières années? Dans le passé, y avait-il des fermes dans cette zone ou microrégion?

Ces propriétés ont-elles été affectées par le processus de réforme agraire?

Quelle est la taille moyenne de la ferme d'un petit producteur?

Quelle est la surface approximative des terres en propriété privée, en propriété communautaire, en location, des terres relevant du domaine de l'Etat, et des possessions non légalisées (héritages de famille, non titrés...)?

Les familles ont-elles divisé leurs terres en lots ou les exploitent-elles ensemble?

Quand les ont-elles divisées?

Quel pourcentage de famille l'a fait?

Quels problèmes fonciers la population de la zone connaît-elle?

Tableaux utiles (possibilité de faire figurer des valeurs en ha ou des proportions)

Communauté	Propriété privée	Propriété de la communauté	Occupant sans titre	Terres de l'État (terrains domaniaux)	Total

Communauté	Faire valoir direct	Métayage	Location	Prêt	Total

Quels produits doit-on obtenir?

Un tableau statistique estimatif sur l'appropriation de la terre dans la microrégion ou la zone d'influence de la (des) communauté(s), accompagné d'une brève analyse ainsi qu'un tableau et une analyse sur les modes de faire valoir.

5. Production artisanale

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève explication sur les activités artisanales réalisées dans la zone ou microrégion.

A quoi cela sert?

Cela permet de faire un inventaire des principaux produits artisanaux dans la zone ou microrégion et d'élaborer une stratégie pour améliorer la qualité des produits et de mieux valoriser cette activité.

Comment le faire?

Ceci pourra être fait dans le cadre d'un atelier, en chargeant de cette tâche un groupe de travail composé de représentants d'hommes et de femmes engagés dans la production artisanale et de personnes connaissant le sujet. Ce groupe de travail devra inscrire sur des feuilles de papier la plus grande quantité d'information possible sur la production artisanale de la zone ou microrégion.

Questions utiles

Quels sont les principaux produits artisanaux de la zone ou microrégion? Quelle proportion des ménages est concernée?

S'agit-il d'artisanats artistiques ou utilitaires?

Où acquière-t-on la matière première? Qui la produit? Est-elle rare? Disponible de manière saisonnière? A-t-elle tendance à se raréfier ou à disparaître?

Décrire brièvement le processus productif.

Comment cet artisanat est-il commercialisé?

Le travail artisanal est-il fait sur demande ou à titre personnel?

Quelle est la taille du marché pour l'artisanat?

Quelle quantité de revenus mensuels produit l'artisanat pour l'économie familiale?

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape doit aboutir à un bref recueil d'informations sur les principales caractéristiques de la production artisanale locale, précisant sa contribution au revenu et à l'emploi local.

6. Commercialisation et activités post-récolte

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève description du processus de transformation, de conditionnement, de transport et de commercialisation de la production agricole dans la microrégion.

A quoi cela sert?

Ceci permet de savoir comment les agriculteurs traitent leur production après la récolte, quelles sont les techniques d'emballage, quel est le moyen de transport du produit récolté, comment les produits sont commercialisés et quels sont les problèmes qui surgissent durant cette étape.

La connaissance de ces problèmes permettra d'élaborer une stratégie pour limiter les pertes et améliorer les techniques de transformation, d'emballage, de transport et de commercialisation.

Cela servira également à savoir comment fonctionnent les systèmes de commercialisation et de stockage des intrants, des biens de consommation pour la population et des biens produits par les agriculteurs.

Comment le faire?

Ceci peut être fait dans le cadre d'un travail de groupe, en utilisant de grandes feuilles de papiers sur lesquelles on fera figurer une série de questions sur le processus de transformation, de conditionnement, de transport et de commercialisation de la production agricole. On recueillera ensuite les réponses des participants.

Questions utiles

1. Gestion des récoltes et traitement post-récolte

Comment se fait la sélection et l'emballage des produits récoltés?

Quel type de traitement reçoivent les produits avant d'être vendus (sélection, lavage, conditionnement, transformation...)?

Quelles possibilités de stockage existent dans la (les) communauté(s)? Combien de producteurs y ont-ils accès? Dans quelles conditions se trouvent-elles?

Qui se charge de la transformation et du conditionnement des produits agricoles?

A quels problèmes est confrontée la commercialisation des produits périssables, comme les fruits et les légumes?

Dans les points de vente, rejette-t-on beaucoup de produits à cause de problèmes de qualité et de traitement post-récolte?

Quels sont les principaux problèmes liés à l'emballage, au transport et à la commercialisation de la production agricole?

Utilise-t-on une technologie spécifique (fosses fumières, compostage etc.) pour profiter de la biomasse des déchets des produits agricoles et, en même temps, réduire la pollution qu'ils provoquent?

2. Accès au marché

Où se vend la production agricole?

A qui la vend-on?

Comment commercialise-t-on le gros bétail et les petits animaux?

Comment commercialise-t-on les produits dérivés: lait, fromages, œufs, etc.?

Comment transporte-t-on ces produits?

Combien coûte le transport des semences, de l'engrais et autres intrants?

Combien coûte le transport des produits agricoles?

Existe-t-il des voies d'accès aux communautés?

Dans quelles conditions se trouvent-elles?

Combien d'intermédiaires interviennent dans la chaîne de commercialisation?

Y a-t-il des membres des communautés de la zone ou microrégion qui travaillent comme petits commerçants de produits agricoles?

Existe-t-il des agro industries qui utilisent les produits de la zone comme matière première?

Y a-t-il des commerçants qui achètent le produit avant qu'il ne soit récolté?

Y a-t-il une (des) organisation(s) qui puisse(nt) aider la(les) communauté(s) à s'introduire sur des marchés préférentiels ou spécialisés, comme les marchés de produits organiques, de commerce équitable ou de bois certifiés?

3. Marchés et ventes locales

Où et quand ont lieu les marchés agricoles les plus proches?

Y a-t-il un marché dans le district ou la zone considérée?

Quel(s) jour(s) a (ont) lieu les marchés locaux dans la (les) communauté(s) ou la microrégion?

Combien de points de vente y a-t-il?

Quels sont les principaux produits vendus?

Comment administre-t-on le(s) marché(s)?

Faut-il payer un droit ou une taxe pour l'utilisation de la place ou du marché?

A qui paie-t'on ces frais?

A quoi est dépensé l'argent collecté?

4. Intrants et produits de base

Comment fonctionne le système de commercialisation et l'approvisionnement en intrants?

Comment fonctionne le système de commercialisation et d'approvisionnement en biens de consommation, notamment pour les biens de première nécessité?

La microrégion dépend-elle entièrement d'intrants provenant de sources extérieures ou la communauté essaye-t-elle de développer des technologies intermédiaires (par exemple, la production d'engrais organiques à partir des déchets des récoltes antérieures ou d'excréments d'animaux) qui permettent de mieux utiliser les ressources locales?

5. Prix

Les prix des produits varient-ils beaucoup selon les mois et les années? De quelle manière?

Comment les paysans sont-ils informés des prix du marché?

Quelle est la différence entre les prix reçus par le producteur et les prix de vente au consommateur dans le marché ou la ville le plus proche?

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape doit aboutir à:

- ▶ un bref aperçu du traitement post-récolte et du processus de commercialisation.
- ▶ un recueil d'informations sur la façon dont la population interagit avec le marché local, régional, national et d'exportation en ce qui concerne:
 - l'approvisionnement en intrants;
 - l'utilisation des déchets agricoles et déchets animaux;
 - l'approvisionnement en biens de consommation; et
 - la commercialisation de la production agricole.

Tableau utile

Tableau 1. Modes de commercialisation					
Production agricole	Traitement post-récolte (cela comprend la transformation, l'emballage et le stockage)	Point de vente et type d'acheteur	Système de paiement et variation des prix	Accès au marché (mode de transport, types de routes)	Estimation de la demande (forte, modérée, faible)
Produit 1					
Produit 2					
Produit 3					
Produit 4					
Intrants et produits de base	Provenance des produits	Type de vendeur	Fréquence et volume d'achat	Mode de paiement et disponibilité de crédit	Proportion d'achat de fermiers
Produit 1					
Produit 2					
Produit 3					
Produit 4					

7. Services financiers ruraux

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'analyser la problématique de l'épargne, du crédit local et des services financiers ruraux dans la zone ou microrégion considérée.

A quoi cela sert?

Ceci permet de savoir quelle facilité d'accès ont les producteurs locaux aux différents services financiers formels ou informels (crédit, épargne, transferts financiers, etc.), quels sont les différents obstacles à l'obtention d'un crédit et quelles sont les conditions (garanties exigées, taux d'intérêt, délais...) de ces services.

Comment le faire?

On peut faire cet exercice en utilisant un tableau ou une grande feuille de papier sur laquelle on inscrit les réponses à une série de questions sur les systèmes de financement.

Questions utiles

Quels sont les services financiers formels ou informels disponibles au niveau local (crédit, épargne, transfert, etc.)?

De quelles sources de services financiers disposent les producteurs locaux?

Ces sources sont-elles des institutions bancaires, des institutions non bancaires formelles (ONG, coopératives, etc.) ou des institutions informelles (bailleurs de fonds, membres de la famille, commerçants-acheteurs, fournisseurs d'intrants, exportateurs)?

Est-il très difficile d'obtenir un crédit à la production localement?

Existe-t-il des caisses d'épargne et de crédit communautaire dans la zone?

Y a-t-il une institution qui aide les femmes à accéder au crédit?

Les familles de la (les) communauté(s) de la zone ou microrégion ont-elles reçu un crédit? De quelle institution ou personne? Quel est le bilan de cette expérience? Quelles sont actuellement les principaux problèmes liés au crédit?

Que pensent les familles des montants, des taux d'intérêt, des garanties et du recouvrement du crédit?

Existe-t-il des réseaux de crédit informels entre les membres des communautés? Comment fonctionnent-ils? Quel est leur taux d'intérêt? Comment recouvre-t-on le prêt?

Quels sont les obstacles qui empêchent les producteurs locaux de profiter des opportunités qui leur permettraient d'améliorer leurs revenus en utilisant du crédit (difficultés de commercialisation, absence de garanties, etc.)? Comment peut-on surmonter ces obstacles?

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape aboutit à un bref aperçu des services financiers ruraux dans la microrégion ou zone d'influence de la (des) communauté(s), ainsi qu'aux produits suivants:

- ▶ une liste des institutions financières existantes;
- ▶ une analyse de la demande de la (les) communauté(s) en services financiers d'épargne et/ou crédit.
- ▶ une liste des principaux obstacles à l'obtention de ces services.

ANNEXE 4

ÉLÉMENTS SUR LES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS LOCALES

1. Capacité de gestion des organisations locales

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une brève description de l'expérience et de la capacité de gestion des organisations et des communautés:

- fonctionnement adéquat de l'organisation;
- planification, exécution, évaluation et négociation de projets de développement;
- résolution de conflits internes; capacité à remplir les engagements souscrits;
- formulation de propositions pour influencer la société locale et régionale.

A quoi cela sert?

Cette analyse permet de savoir si les organisations locales et leurs communautés sont assez solides et dans quels domaines elles doivent se renforcer.

Comment le faire?

Cette analyse peut avoir lieu lors de sessions plénières ou d'exercices de groupe, en utilisant des grandes feuilles de papiers. Ce travail sera coordonné par une personne qui remplit la fonction de facilitateur et se fera avec l'intervention des membres de la (des) communauté(s).

Questions utiles

Quelles sont les organisations locales? Ont-elles une personnalité juridique? Ont-elles différentes fonctions? S'il existe plus d'une organisation locale, y a-t-il des tensions ou conflits entre les organisations?

Les membres de la (des) communauté(s) ou organisation(s) contribuent-ils au financement des activités de l'organisation?

Avec quelle fréquence la(les) organisation(s) tient (tiennent)-elle(s) des assemblées générales?

Avec quelle fréquence se réunit(ssent) le(s) conseil(s) d'administration?

Est-ce que les associations/organisations tiennent des registres comptables?

Fait-on des bilans financiers?

Les registres comptables sont-ils manuscrits ou informatisés?

Pratique-t-on des audits externes?

Quand et à quelle occasion a été nommé le conseil d'administration actuel?

Comment et par quels mécanismes les membres de base évaluent-ils le travail de leurs dirigeants?

Avec quelle fréquence organise-t-on des travaux communautaires?

Qui y participe?

Quels travaux se font collectivement et gratuitement?

Les organisations et les communautés concernées ont-elles de l'expérience dans la gestion de projets ou programmes de développement?

La (les) organisation(s) ou la (les) communauté(s) ont-elles des techniciens et des promoteurs locaux?

Le travail des promoteurs est-il rémunéré? Le cas échéant, d'où vient l'argent nécessaire pour les payer?

Comment prend-on les décisions importantes qui concernent tous les membres de la (des) organisation(s)?

De quels mécanismes disposent les membres des communautés pour superviser le travail de leurs dirigeants?

2. POCR: potentiels, opportunités, contraintes et risques de la (des) organisation(s)

Cette étape conduit à élaborer un bref aperçu du capital social de la microrégion et/ou de la capacité de gestion de la (des) communauté(s) et de son (leurs) organisation(s), et à identifier des thèmes de formation, d'assistance technique et de renforcement institutionnel dont ont besoin les différentes communautés, entités et institutions locales pour atteindre les objectifs et les actions établies dans le Plan de développement local.

2. POCR: potentiels, opportunités, contraintes et risques de la (des) organisation(s)

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'une matrice qui enregistre les principaux potentiels, opportunités, contraintes et risques de la (des) communauté(s) ou organisation(s).

A quoi cela sert?

La matrice POCR permet de faire un bref bilan de la situation actuelle de la (des) communauté(s) et des organisations qui en émanent. Elle permet également de définir une stratégie pour mieux

utiliser les potentiels et opportunités et pour réduire les contraintes et les risques.

Cette stratégie permet d'améliorer en continu la capacité de gestion de la (des) organisation(s) locale(s).

Comment le faire?

Cette analyse aura lieu en session plénière ou lors de travaux de groupe, à l'aide d'une grande de papier que l'on divise en quatre parties. Dans chacune d'elles on inscrit, dans cet ordre, les potentiels, les opportunités, les contraintes et les risques.

Au moment d'élaborer cette matrice il faut tenir compte du fait que les potentiels et les contraintes sont internes, et les opportunités et les risques externes.

Questions utiles

Quels sont les aspects les plus positifs de la communauté ou organisation (potentiels)?

Pourquoi sont-ils considérés comme les plus positifs?

Quels sont les aspects les plus négatifs de la communauté ou organisation (contraintes)?

Pourquoi sont-ils considérés comme les plus négatifs?

Quels sont actuellement les aspects positifs externes ou les opportunités de la communauté ou organisation? Quelle est leur origine?

Quels sont actuellement les aspects négatifs externes ou les possibles risques auxquels fait face la communauté ou organisation? Quelle pourrait être leur origine?

Tableau utile

POCR de la communauté ou organisation	
P	
O	
C	
R	

Quels produits doit-on obtenir?

- ▶ Une matrice POCR de la (des) communauté(s) ou organisation(s).
- ▶ Une identification des éléments qu'il faut renforcer dans les communautés, organisations et institutions locales afin qu'elles puissent mettre en œuvre leur propositions de développement local.

3. Acteurs sociaux (groupes d'intérêt)

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un bref aperçu des différents groupes

d'intérêt, communautés, organisations existant dans la microrégion.

A quoi cela sert?

Ceci permet de savoir quel rôle jouent et quelles activités organisent les différents groupes d'intérêt de la microrégion. Ces groupes peuvent être les suivants: organisations communautaires, quartiers, groupes de travail, clubs de jeunes, coopératives, associations de producteurs agricoles, organisations de femmes, organisations religieuses, caisses d'épargne et de crédit, associations d'utilisateurs de l'eau, comités de gestion d'un ouvrage ou d'une zone, etc.

Comment le faire?

Ceci peut être effectué en travail de groupe, en utilisant une grande feuille de papier, avec l'aide d'un facilitateur et l'intervention de tous les participants.

Questions utiles

Quels groupes d'intérêt existent dans la (les) communauté(s) ou la microrégion?

Quelles organisations de femmes travaillent dans la (les) communauté(s) ou la microrégion? Quels sont leurs objectifs? Quels rapports entretiennent-elles avec les autres acteurs locaux et/ou la (les) communauté(s)?

Quelles organisations religieuses sont présentes dans la (les) communauté(s)? Quels rapports entretiennent-elles avec la (les) communauté(s)?

Quelles organisations de jeunesse existent dans la zone? Quelles activités organisent-elles? Comment s'entendent-elles avec la (les) communauté(s)?

Quelles autres organisations sont présentes dans la zone? Quels rapports entretiennent-elles avec la (les) communauté(s)?

Y a-t'il des conflits au sein de la (les) communauté(s), entre les différents groupes d'intérêt de la zone? Le cas échéant, quelle en est la cause? Comment pourrait-on résoudre ces conflits?

Tableau utile

Tableau 1. Groupes d'intérêt de la zone ou microrégion

Organisation /groupe	Activités réalisées	Rôle ou fonction dans le développement local

Dessin utile

Un plan ou croquis des communautés de la microrégion sur lequel on place des symboles représentant les différents groupes d'intérêt existants.

Quels produits doit-on obtenir?

Un bref aperçu des groupes d'intérêt existant dans les communautés.

Un plan ou croquis qui montre la distribution géographique des différents groupes fonctionnant dans les communautés ou la microrégion.

Un registre des dirigeants des groupes d'intérêt, afin de les inviter -sans exclure personne- aux activités liées à l'élaboration du diagnostic participatif et du plan de développement local.

4. Présence des institutions de développement dans la zone

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un bref aperçu des institutions gouvernementales de développement, des entités privées et des ONG qui travaillent dans la microrégion où est (sont) installée(s) la (les) communauté(s) ciblées.

A quoi cela sert?

Ceci permet de savoir quelles activités ces institutions développent ou ont réalisé dans le passé; quelle politique et quelle approche de développement adoptent les ONG et les institutions de l'État qui travaillent dans la zone et, en fonction de cela, d'identifier quelle est leur fonction ou comment elles peuvent contribuer à atteindre les objectifs établis dans le Plan de développement local.

Comment le faire?

Au cours d'une session plénière ou en travail de groupe, en utilisant une grande feuille de papier. Ce travail se fera avec l'aide d'un facilitateur et avec l'intervention de tous les participants.

Questions utiles

Quelles institutions de l'État, quels gouvernements locaux, quelles entreprises privées et quelles ONG ont une présence significative dans la zone?

Quelles activités a réalisé ou réalise chacune de ces institutions?

Quelle approche adopte le personnel de chacune de ces institutions en matière de participation des populations concernées dans la prise de décision, dans le cadre des projets et programmes qu'elles exécutent?

Comment les membres de la (des) communauté(s) évaluent-ils ces institutions?

Tableau utile

Tableau 1. Institutions de développement présentes dans la zone et leurs activités			
Institution	Quelles activités réalise-t'elle?	Avec qui travaille-t'elle?	Participation dans la prise de décision

Dessin utile

On peut dessiner un cercle central qui symbolise la communauté ou microrégion, et, autour, plusieurs autres cercles qui représentent les différentes institutions de développement.

Si l'institution a une forte présence dans la zone, le cercle dessiné doit être grand et si ce n'est pas le cas, petit. Si l'institution coordonne toutes ses activités avec la (les) communauté(s), on tracera une ligne épaisse entre ce cercle et celui qui représente la communauté ou microrégion; si par contre l'institution coordonne peu d'activités, on tracera entre les cercles une ligne fine ou en pointillé. Enfin, si l'institution ne travaille pas avec la communauté ou microrégion, ou si sa présence est sporadique, on ne tracera aucune ligne entre les cercles.

Nous pouvons également mettre en évidence des différences éventuelles en traçant des lignes de différentes couleurs.

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape doit aboutir à un bref aperçu des institutions de développement travaillant dans la zone, par secteur.

Un tableau ou dessin qui illustre ce que font les institutions de développement dans la région et quel type de rapports elles entretiennent avec les communautés ou la microrégion.

Un registre des institutions de développement travaillant dans la zone ou microrégion, afin de définir leur fonction dans le plan de développement local.

ANNEXE 5

ÉLÉMENTS SUR LES INFRASTRUCTURES SOCIALES ET PRODUCTIVES

1. Infrastructure sociale et services de base

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un récapitulatif sur les infrastructures sociales et services de base existant dans le territoire ou la microrégion dans laquelle on travaille.

A quoi cela sert?

Ceci permet de montrer d'une manière simple ce que les communautés et les paysans producteurs possèdent et ce dont ils ont besoin en termes d'infrastructures sociales et de services de base.

Comment le faire?

Au cours d'une session plénière ou en travail de groupe, en utilisant de grandes feuilles de papiers et une série de questions sur l'infrastructure sociale et les services de base. On recueillera par la suite les réponses des participants.

Questions utiles

1. Eau pour la consommation humaine

Combien de communautés villages ou hameaux ont accès à l'eau potable et combien n'y ont pas accès? Combien de foyers ont accès à l'eau courante? Quelle proportion de foyers cela représente-t-il? Combien paye chaque famille pour ce service?

2. Elimination des excréments

Combien de familles ont des latrines ou une canalisation d'évacuation des eaux usées et combien n'en ont pas?

3. Energie électrique

Combien de familles ont accès à l'électricité ? Quelle proportion cela représente-t-il?

4. Téléphone

Quelles familles ont accès au téléphone? Quelle proportion cela représente-t-il?

5. Établissements scolaires

Où se trouvent-ils? Combien de salles de classe sont disponibles? Ces établissements sont-ils bien équipés? Les matériaux de construction sont-ils adaptés au milieu?

6. Maisons communales

Existe-t-il des maisons ou salles communales? Où se trouvent-elles?

7. Autres infrastructures sociales

Existe-t-il d'autres infrastructures sociales? Lesquelles? Où se trouvent-elles?

8. Postes et services de santé

Combien de centres de santé et de dispensaires y a-t-il dans la zone. Où se trouvent-ils?

Combien de patients sont reçus, par mois ou par an, dans chaque centre de santé ou dispensaire?

Quels soins reçoivent les femmes durant la grossesse?

Quels vaccins reçoivent les enfants?

Où vont les malades quand leurs problèmes de santé sont graves?

Y a-t'il une différence entre le traitement donné au malade par le guérisseur et le médecin? Avec qui les habitants de la zone se sentent-ils mieux lorsqu'ils sont malades? Pourquoi? Lequel des deux donne la meilleure garantie de guérison? Pour quelles maladies? Pourquoi?

Quelles sont les principales plantes médicinales de la zone et à quoi servent-elles?

Tableaux utiles

Tableau 1. Disponibilité en services de base

Communauté	Route d'accès	Eau potable	Energie électrique	Latrines	Téléphone

Tableau 2. Infrastructures sociales

Communauté	Centres de santé	Établissement scolaire	Maison communale	Église catholique	Église évangélique	Autre

Tableau 3. Constructions scolaires

École (communauté)	Nombre de salles	Sol	Murs	Toit

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape permettra d'élaborer:

- ▶ un ou plusieurs tableaux statistiques précisant la couverture de chaque infrastructure et des services de base disponibles dans la microrégion;
- ▶ un bref aperçu de la qualité des services auxquels ont accès les communautés.

2. Infrastructure productive

Qu'est-ce que c'est? En quoi cela consiste?

Il s'agit d'un récapitulatif des infrastructures productives et services techniques existant dans la zone cible ou la desservant.

A quoi cela sert?

Ceci permet de montrer, d'une manière simple, ce que les communautés et les producteurs possèdent et ce dont ils ont besoin en termes d'infrastructures productives et de services techniques.

Comment le faire?

Cette analyse pourra être effectuée au cours d'une session plénière ou en groupe de travail, en utilisant de grandes feuilles de papier sur lesquelles on écrit une série de questions et les réponses des participants.

Questions utiles

1. Energie électrique

Combien de familles ont accès à l'électricité?
Quelle proportion des familles cela représente-t-il?

L'énergie électrique disponible permet-elle d'installer des équipements agro-industriels?

2. Voies d'accès

Comment peut-on accéder à chaque communauté et aux fermes de chacun de ses membres?

Quelle distance y a-t-il entre chaque communauté et la ville la plus proche?

Les voies d'accès aux communautés permettent-elles le trafic de véhicules ou seulement d'animaux?
Les voies accessibles aux véhicules sont-elles goudronnées, gravillonnées, ou en terre? Dans quel état se trouvent-elles? Peut-on y transiter en hiver?
Qui se charge de la maintenance des voies d'accès et comment se fait-elle?

3. Points de vente ou marchés

Où se trouvent les marchés les plus proches?
Combien de points de vente existent dans la communauté?

4. Centres d'approvisionnement

Où se trouvent les centres d'approvisionnement?
Quels produits y sont achetés? Sont-ils utilisés?

5. Canaux d'irrigation

Pour chaque système d'irrigation, on documentera les points suivants: lieu d'origine, longueur, capacité, débit, matériaux de construction, superficie irriguée en saison des pluies et en saison sèche.

6. Installations agroindustrielles

Où se trouvent-elles? Comment sont-elles équipées? Sont-elles bien utilisées? Quelle est leur capacité? Leur taux d'utilisation?

7. Centres artisanaux

Où se trouvent-ils? Comment sont-ils équipés? Sont-ils bien utilisés?

8. Autres infrastructures productives

Centres de reproduction, fromageries, étables, etc.

Tableaux utiles

Tableau 1. Infrastructure productive

Communauté	Canal d'irrigation	Centre d'approvisionnement	Marché	Centre de reproduction

Tableau 2. Canaux d'irrigation

Nom	Communauté	Origine	Longueur	Longueur du revêtement

Tableau 3. Route/piste d'accès

Communauté	Type de route/piste	Longueur	Etat	Accessibilité

Quels produits doit-on obtenir?

Cette étape permettra d'élaborer:

- ▶ un ou plusieurs tableaux statistiques précisant la couverture de chaque infrastructure productive
- ▶ un bref aperçu de la qualité des services auxquels ont accès les communautés.

et des services techniques intervenant dans la région ou dans les communautés ciblées.

Depuis une période récente, la formulation et la gestion des projets d'investissement au niveau local ont pris une importance croissante et sont devenus des outils pour contribuer à un développement rural durable. L'appui apporté aux communautés rurales pour concevoir et mettre en œuvre leurs propres projets, qu'ils constituent des activités productives et génératrices de revenus ou des investissements sociaux – permet non seulement d'assurer une plus grande implication et appropriation de ces projets, mais aussi de renforcer les capacités des communautés à gérer leur propre développement. Cependant, l'adoption de cette approche par les gouvernements, les agences de financement internationales et les banques rurales a également mis en valeur l'importance critique de fournir un appui adéquat et un encadrement méthodologique aux techniciens nationaux travaillant avec ces communautés et les organisations de base pour identifier les besoins en investissement, formuler des projets d'initiative locale et rechercher les moyens de les financer.

RuralInvest répond à ces besoins en offrant une série de modules développés durant plusieurs années et testés à grande échelle sur le terrain. Ces modules fournissent le support mentionné à travers un éventail d'outils, de cours de formation comprenant des manuels et guides méthodologiques, un logiciel et des manuels à l'intention des instructeurs/formateurs. Les modules de la méthodologie actuellement utilisés ou en cours d'élaboration sont les suivants:

Module 1: Identification participative des priorités locales d'investissement

Module 2: Préparation et analyse des avant-projets d'investissement

Module 3: Formulation et évaluation ex-ante des projets

Module 4: Suivi et évaluation ex-post des projets

Module 1: Identification participative des priorités locales d'investissement

Le Module 1 de RuralInvest aide les communautés à préparer un plan de développement local qui définit les actions et investissements nécessaires pour répondre à leurs besoins. Les participants commencent par se réunir pour identifier ensemble les caractéristiques clés de leur région: population, environnement, activités économiques, institutions locales, infrastructures, etc. Les outils proposés permettent ensuite aux participants d'utiliser ces informations pour identifier leurs besoins et hiérarchiser les interventions prioritaires. Les communautés sont guidées dans ce travail par un technicien national formé à l'utilisation de la méthodologie et des outils de RuralInvest et qui dispose d'une bonne connaissance de l'approche participative. Les communautés qui ont déjà conduit récemment un processus de planification participatif ou les entrepreneurs individuels qui ont une idée claire de leurs investissements prioritaires, peuvent passer directement au Module 2 qui sert de guide pour la formulation d'avant-projets d'investissement.



Plus d'information sur RuralInvest ou sur d'autres produits et services du Centre d'investissement de la FAO peuvent être obtenus en écrivant au:

Directeur
Division du Centre d'investissement
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Courrier électronique:
Investment-Centre@fao.org

Site internet du Centre
d'investissement: www.fao.org/tc/tci
Site internet de la FAO: www.fao.org